

# Rapport annuel **UNESCO** Dakar 2014



**Bureau régional de l'UNESCO à Dakar**

**Route de Ngor, Dakar, Sénégal (BP 3311)**

**Tél: (221) 33 864 96 00**

**Email: [dakar@unesco.org](mailto:dakar@unesco.org)**

**Site web: <http://www.unesco.org/new/fr/dakar/home/>**

**Photos: <https://www.flickr.com/photos/unescoafrika>**

**Vidéos: <https://www.youtube.com/user/UNESCODakar>**

## Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	2
<b>Introduction</b> .....	4
<b>Éducation: Améliorer les opportunités de l'éducation pour tous tout au long de la vie</b> .....	7
<b>Sciences naturelles : Mobiliser les connaissances scientifiques et l'innovation</b> .....	24
<b>Sciences Sociales et Humaines : Relever les nouveaux défis sociaux afin de favoriser un développement social inclusif</b> .....	28
<b>Culture: Protéger le patrimoine et promouvoir la créativité pour le dialogue et le développement</b> .....	32
<b>Communication et Information: Promouvoir la liberté d'expression et renforcer l'accès à l'information et à la connaissance</b> .....	39
<b>Activités transversales visant une meilleure mise en œuvre du programme et sa visibilité</b> .....	44

### Avant-propos



Mme Ann Therese Ndong-Jatta,  
Directrice de l'UNESCO Dakar

C'est pour moi une fierté de présenter ce rapport annuel 2014 du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar. L'année a été très fructueuse car nous avons pu appuyer de manière consistante les États membres dans les domaines de nos compétences. Le rapport passe en revue nos réalisations ainsi que les réglages que nous avons dû opérer en vue de la mise en œuvre du programme suite à la récente réforme des bureaux de l'UNESCO en Afrique occasionnant des réductions continues au plan financier et en personnel.

Permettez-moi ici de relever certaines de nos réalisations :

**Innovation:** L'UNESCO Dakar a, avec succès, initié et œuvré à la promotion d'innovations afin qu'elles servent d'inspiration aux gouvernements et aux partenaires. Par exemple, un projet d'alphabetisation au Sénégal a montré que les téléphones portables et l'Internet ont rendu l'apprentissage plus attractif pour les femmes analphabètes. Le projet est reproduit au Nigeria et en Gambie. Dans le domaine des sciences naturelles, nous sommes en train de développer des cours de formation en ligne pour améliorer la disponibilité des matériels en faveur d'enseignants en géologie et autres sciences notamment dans les universités de l'Afrique de l'Ouest. Cela facilitera la participation des citoyens de la région intervenant dans le secteur des mines et des industries extractives. S'agissant de la Culture, le Bureau continue de jouer son rôle de Chef de file en matière d'étude statistique sur la contribution de la culture au développement. Une étude pilote au Burkina Faso a révélé le poids économique de la culture dans le pays. Cette méthodologie sera utilisée dans d'autres pays pour montrer l'impact que pourrait avoir la mise en place rapide d'industries créatives. Sur le plan interne, le Bureau de Dakar a mis en place un projet novateur de

partage de connaissances afin de contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre du programme dans l'ensemble des Bureaux de l'UNESCO en Afrique.

**Interdisciplinarité:** L'UNESCO Dakar prend à cœur les principes d'intersectorialité et d'interdisciplinarité puisqu'ils constituent les piliers de la récente réforme au niveau des bureaux régionaux en Afrique. Les Secteurs œuvrent de plus en plus en synergie afin de tirer ensemble un maximum de profit de leur large palette d'expertise et améliorer l'impact. Par exemple, concernant la question des inondations dans le Delta du Saloum commun à la Gambie et au Sénégal, des collègues en charge des sciences naturelles et des sciences sociales avec ceux du Secteur de la culture ont développé une approche prenant en compte les différentes perspectives susceptibles de relever les défis. Un autre exemple : la collaboration entre les Secteurs de l'éducation et des sciences sociales a permis à des alphabétisées de fraîche date de bénéficier d'opportunités génératrices de revenus en vue d'améliorer leur inclusion dans la société.

**Partenariats:** Pour l'UNESCO Dakar, les partenariats représentent un volet de toutes les interventions mises en œuvre en interne au sein de l'UNESCO ou avec des partenaires externes à l'Organisation. Nous sommes conscients que ce n'est que, main dans la main, avec les gouvernements et nos autres partenaires, en particulier le Système des Nations Unies, les partenaires techniques et financiers et la société civile que nous serons à même d'obtenir des résultats tangibles et durables. Nous maîtrisons cette question comme en témoigne l'importance des ressources extrabudgétaires mobilisées/gérées par notre Bureau. À ce sujet, je peux dire que nous réussissons bien. Nous avons mis en œuvre un certain nombre de projets régionaux parmi lesquels PADTICE qui est en cours. Ce projet met en connexion les universités des États membres de l'UEMOA en fournissant de nouvelles infrastructures en TI, ce qui permettra la mise en commun des ressources et le partage des connaissances. Un autre exemple : l'ambitieux projet d'éducation à la paix couvrant tous les États membres de la CEDEAO qui a pris fin en octobre 2014.

**Les Nations Unies – Unis dans l'action :** L'UNESCO Dakar travaille en collaboration étroite avec ses partenaires des Nations Unies. En Sciences naturelles notamment, l'UNESCO Dakar était sollicitée pour prendre le *lead* du Groupe de travail sur la stratégie des Nations Unies dans le Sahel en matière de résilience en gestion des ressources en eau. Comme résultat, nous avons enregistré de nombreuses demandes et des conseils techniques émanant des Agences des Nations Unies, du CODESRIA, de l'AFARD et des universités. En Culture, nous avons œuvré avec les autorités locales pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel. Parmi les autres réalisations majeures, je peux citer le nouveau plan de gestion du site à l'Île Kunta Kinteh en Gambie ainsi que le lancement de deux processus de consultations des intervenants sur Saint Louis et sur l'Île de Gorée au Sénégal.

2014 a été une année d'adaptation non seulement à notre nouvel espace de travail hors du Centre-ville de Dakar mais aussi à de nouvelles modalités de mise en œuvre de nos activités. La nouveauté cette année sur le plan interne a été la mise en place du nouveau service centralisant le soutien au programme, ce qui a créé une nouvelle dynamique d'échange d'informations et de partage de connaissances dans le Bureau. Nous œuvrons à promouvoir fortement la polyvalence au niveau des spécialistes de programme et du personnel administratif pour nous adapter à la réduction en personnel. Je saisis cette opportunité pour remercier tout mon personnel pour sa contribution inestimable. C'est seulement grâce à leur motivation soutenue et à leur apport que je peux présenter aujourd'hui des réalisations de l'UNESCO Dakar en 2014.



## Introduction

Le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar, auparavant Bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDA), œuvre sous un nouveau mandat basé sur la multisectorialité et l'interdisciplinarité et ainsi centré sur des interventions à travers tous les secteurs du programme pour davantage d'impact. Ces secteurs sont les suivants : Éducation, Culture, Sciences Naturelles, Sciences sociales & humaines, et Communication & Information. Le Bureau couvre à présent 7 pays à savoir le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal. 2014 a été la première année d'opération sous la nouvelle structure du réseau des bureaux de l'UNESCO sur le terrain en Afrique.



Localisation des 7 pays couverts par l'UNESCO Dakar

Tout au long de l'année 2014, l'UNESCO Dakar a continué à coordonner les interventions dans le domaine de l'éducation en Afrique sub-saharienne notamment en vue de renforcer les capacités des États membres en ce qui concerne la planification, l'analyse des politiques, l'enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP), et à assurer la coordination régionale du secteur pour obtenir l'engagement politique des pays en faveur de l'Éducation pour Tous (EPT).

De plus, le Bureau est responsable de la coordination des interventions du programme phare 6 mises en œuvre dans le cadre de la Priorité Afrique visant la promotion d'un environnement propice à la liberté d'expression et au développement des médias.

En 2014, le personnel du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar comptait 43 personnes (15 de statut international, 14 recrutés localement et 14 à contrats temporaires). Ces chiffres incluent 5 membres du personnel chargés de la Coordination en Afrique ou travaillant pour l'Institut des Statistiques. Ils ne prennent pas en compte les 13 personnels du Pôle de Dakar qui est administrativement rattaché à l'Institut International de Planification de l'Éducation (IIPE).

Le Bureau a géré un budget ordinaire de 1,4 million de dollars des États-Unis. Ce chiffre ne prend pas en compte le budget de l'ISU ni celui du Pôle de Dakar/IIPE. Lorsqu'on tient compte des ressources extrabudgétaires, l'UNESCO Dakar a réussi un budget total de 5,7 millions de dollars des États-Unis. Ce rapport porte uniquement sur les réalisations accomplies grâce à ces fonds et n'inclut dès lors ni celles de l'ISU et ni celles du Pôle de Dakar/IIPE.

### 2014: une année de changement

2014 a été la première année de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO 2014-2021 qui vise à revitaliser l'UNESCO, la rendant plus pertinente aux yeux des États membres et plus résiliente face au changement. À cet effet, tous les objectifs stratégiques et axes d'action découlent de deux thèmes globaux que sont la paix et le développement équitable et durable.

## **LES PROGRAMMES PHARES DE PRIORITÉ AFRIQUE**

1. Promouvoir la culture de la paix et de la non-violence
2. Renforcer les systèmes éducatifs pour le développement durable en Afrique: améliorer l'équité, la qualité et la pertinence
3. Exploiter la STI et la connaissance pour le développement socio-économique durable en Afrique
4. Promouvoir la science afin de permettre une gestion efficace et durable des ressources naturelles en Afrique et réduire le risque de catastrophes.
5. Exploiter la puissance de la culture pour le développement durable et la paix dans un contexte d'intégration régionale.
6. Promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression et au développement des medias.

Par ailleurs, la mise en application de la nouvelle stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la Priorité Afrique qui comprend six programmes phares a débuté en 2014. Cette stratégie opérationnelle est fondée sur l'Agenda lié à la Vision de l'Union Africaine à l'horizon 2063. Il s'agit d'œuvrer à l'avènement « d'une Afrique intégrée, paisible et prospère, façonnée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique au plan mondial ». Tout au long de 2014, le Bureau de Dakar a eu à contribuer à tous ces programmes phares.

2014 a été la dernière année d'activité dans le cadre des OMD 2015 et des Objectifs d'Éducation Pour Tous 2015. L'année a dès lors été marquée par des préparatifs de grande envergure qui ont abouti à la Conférence régionale des Ministres de l'Afrique sub-saharienne sur l'Agenda éducatif post-2015. La rencontre a permis l'évaluation des résultats obtenus et l'élaboration d'un document donnant la position régionale commune sur les sujets, défis et priorités devant être dûment pris en compte par l'Agenda éducatif international post-2015.

Enfin, 2014 a été l'année au cours de laquelle le Bureau de Dakar a déménagé du centre-ville pour s'installer dans ses nouveaux locaux situés à Ngor, à quelque 20 km au nord du centre de Dakar.

## **Les défis liés au développement de la région**

Mis à part le Cap-Vert, les pays couverts par l'UNESCO Dakar font face à des défis identiques en matière de développement. Ils sont parmi ceux placés en bas de l'échelle pour ce qui est de l'Indice de Développement Humain. En 2014, 4 parmi les 6 pays couverts par le Bureau figuraient parmi les 12 pays à développement humain faible. Ils sont confrontés à des défis tels que la pauvreté endémique, le chômage en particulier chez les jeunes, l'accès inéquitable aux services sociaux de base, le changement climatique et la dégradation de l'environnement qu'il occasionne. De plus, plusieurs pays font face à des problèmes de sécurité y compris des crises politiques, le terrorisme et la guerre.

Le Cap-Vert est le seul pays inscrit dans la catégorie dite de « Développement Humain Moyen ».

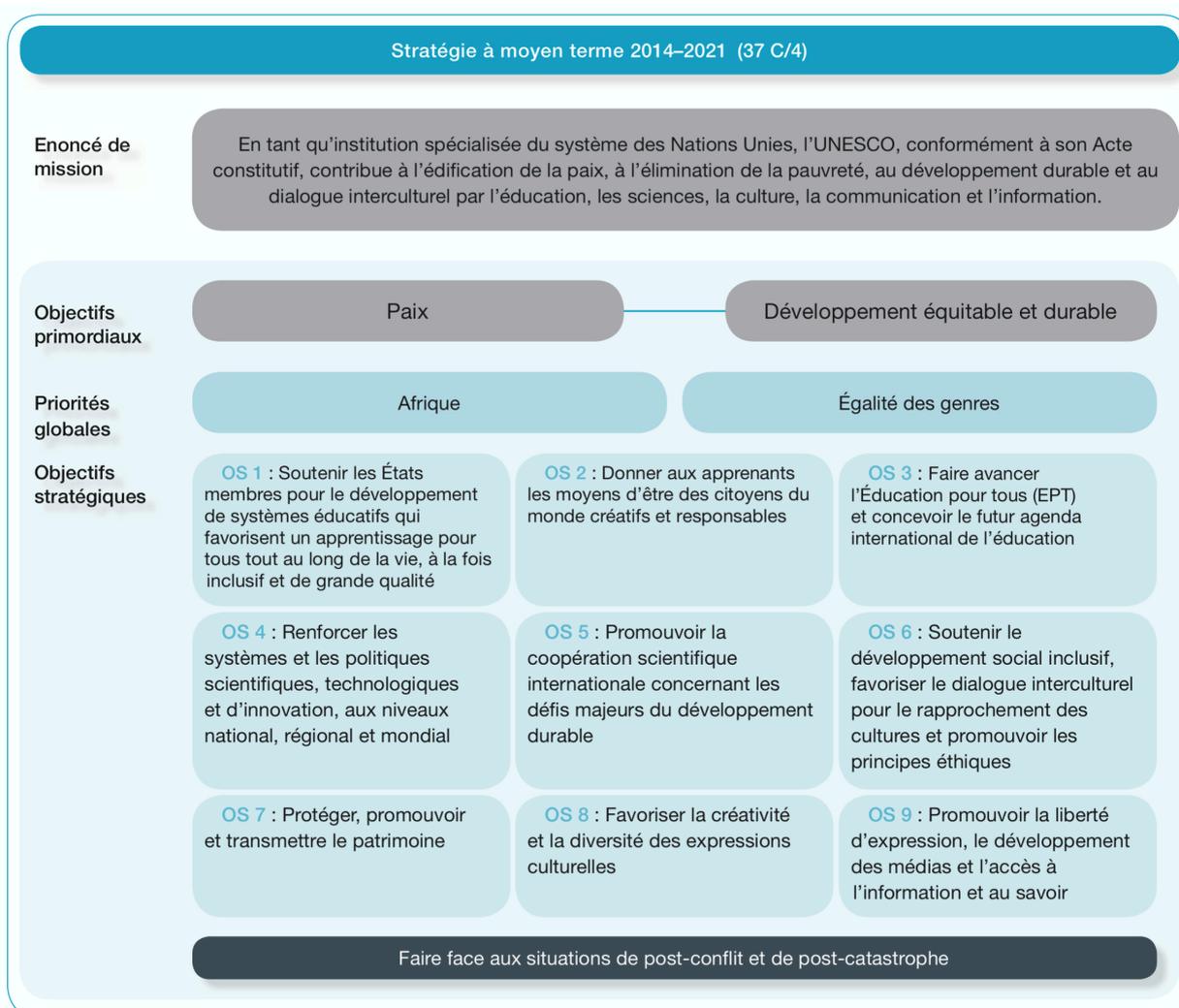
Ces défis mènent à des priorités nationales similaires qui visent la culture/consolidation de la paix, le développement d'une masse critique de ressources humaines hautement qualifiées, la promotion de la protection sociale et l'amélioration de l'accès à des services sociaux de qualité parmi lesquels l'éducation.

## **La mission de l'UNESCO Dakar**

Pour faire face à ces défis, le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar a été guidé en 2014 par les principes suivants :

- S'assurer que l'éducation, les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, la culture, la communication et l'information soient placés haut sur l'échelle des priorités des Etats membres.
- Élaborer des documents sur les tendances majeures dans les domaines de compétence de l'Organisation pour les pays couverts par le Bureau étant entendu que pour l'éducation notre zone de couverture est toute l'Afrique subsaharienne.
- Veiller à ce que les besoins des États membres soient dûment pris en compte lors de la préparation des plans à moyen terme de l'UNESCO et des programmes biennaux.
- Aligner les activités de l'UNESCO Dakar sur les besoins exprimés par les États membres de la région.
- Promouvoir les partenariats et assurer que les Gouvernements, les organisations régionales et internationales et les organisations non-gouvernementales (ONG), les autres Bureaux de l'UNESCO en Afrique, les commissions nationales pour l'UNESCO, les Agences des Nations Unies, la Communauté internationale et la société civile unissent leurs efforts pour l'avènement d'une Afrique paisible et prospère.

Toutes les activités sont menées en partenariat avec les Gouvernements et autres partenaires au développement, en particulier les Nations Unies, les partenaires techniques et financiers et la société civile afin d'assurer un impact tangible et durable.



L'action de l'Unesco Dakar est guidée par la stratégie À moyen terme de l'Unesco 2014 – 2021

## Éducation: Améliorer les opportunités de l'éducation pour tous tout au long de la vie



La qualité de l'éducation demeure un défi en Afrique. Photo: Thierry Bonnet

Ce premier programme majeur s'inscrit dans le second projet phare de la stratégie opérationnelle de la Priorité Afrique qui porte sur les systèmes éducatifs nécessitant des améliorations notables en matière d'équité, de qualité et de pertinence. Le résultat attendu est que ces systèmes puissent davantage contribuer au développement durable en Afrique.

### Analyse sommaire de l'éducation dans les pays couverts par le Bureau

Les pays couverts par l'UNESCO ont enregistré de nombreuses réalisations en termes d'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire. Cependant, pour eux, l'atteinte des 6 objectifs d'Éducation Pour Tous reste un objectif lointain. Encore une fois, le Cap-Vert fait exception puisque il a pratiquement réalisé l'objectif d'éducation primaire universelle.

#### Les 6 objectifs d'Éducation Pour Tous

1. Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
2. Rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous
3. Développer l'apprentissage et les savoir-faire auprès des jeunes et des adultes
4. Réduire de 50% le taux d'analphabétisme
5. Atteindre la parité entre les genres d'ici 2005 et l'égalité d'ici 2015
6. Améliorer la qualité de l'éducation.

L'indice UNESCO de développement de l'éducation en Afrique permet de mesurer les efforts consentis par les pays pour l'atteinte des objectifs EPT et de les classer selon leur niveau de

développement. Ainsi la Gambie est à 18, le Sénégal à 20, le Burkina à 25 et le Niger à 28. Il est le tout dernier des pays africains considérés. À la 5<sup>e</sup> place, l'on trouve le Cap-Vert qui, encore une fois, constitue une exception.

Bien entendu des défis majeurs demeurent essentiellement ceux relatifs à la qualité (enseignement, efficacité interne, enseignants), inclusivité et équité (enfants hors du système éducatif), gestion des systèmes éducatifs et capacité de pilotage.

En vue d'appuyer les pays pour le développement de leurs systèmes éducatifs, les interventions de l'UNESCO Dakar se focalisent sur l'assistance technique et le renforcement des capacités, le plaidoyer, le dialogue en matière de politiques, la coordination et le partenariat portant sur les sujets suivants : (i) planification du secteur de l'éducation à tous les niveaux visant la mise en place de politiques et stratégies efficaces (ii) l'autonomisation des apprenants afin de les rendre plus créatifs et responsables en tant que citoyens, et (iii) promotion de l'Éducation Pour Tous (EPT) et élaboration de l'agenda éducatif international pour l'avenir.

## **Renforcer les capacités nationales en matière de planification et de politique sectorielles**

Les interventions de l'UNESCO Dakar ont porté sur deux domaines: l'appui à l'élaboration des plans et stratégies (y compris les revues EPT), et le suivi et évaluation. En tant que Bureau coordonnateur régional de l'EPT, l'UNESCO Dakar a travaillé aussi bien avec ses pays de représentation qu'avec les autres pays de la région sub-saharienne.

L'UNESCO Dakar a apporté son aide pour l'analyse des secteurs éducatifs d'un certain nombre de pays en préparation à l'application du Partenariat Global pour l'Éducation (PGE) ou encore pour l'élaboration de leurs stratégies éducatives. Les autres activités facilitées par le Bureau ont porté sur la formation en politique, en planification et en statistique. Ces formations étaient dispensées par des experts provenant des instituts spécialisés de l'UNESCO. À la demande d'un pays, un appui était octroyé pour l'élaboration et la mise en œuvre du Système d'Information et de Gestion de l'Éducation plus connu sous son sigle en anglais (EMIS). En outre, l'UNESCO Dakar s'est employé à renforcer les capacités institutionnelles pour la planification au niveau des provinces et districts. Il a permis la mise à niveau des capacités nationales en vue



**UNESCO a joué un rôle important dans la Conférence National de l'Éducation au Sénégal**

de la finalisation et de l'élaboration des rapports SIGE, a contribué à la collecte et l'analyse des données sur le financement public de l'éducation et a ciblé des actions pouvant améliorer la couverture et la qualité des indicateurs sur le financement de l'éducation.

En sa qualité de membre de l'Équipe pays des Nations Unies dans les pays de sa couverture, l'UNESCO Dakar a contribué, au dialogue politique dans le domaine de l'éducation et du développement. Son personnel a été actif dans les processus de revues sectorielles en éducation. Par ailleurs, il a pris part à l'analyse de la performance des programmes dans le secteur et des défis existants, et, à l'identification des stratégies correctives. Il a participé à des visites sur le terrain

dans le cadre de revues. Les conclusions et recommandations des revues sectorielles ont été utilisées dans des documents UNDAF et pour des rapports.

Par exemple, l'UNESCO Dakar a participé activement à la revue en 2014, de l'investissement dans le secteur de l'éducation en Gambie. Au Sénégal, le Bureau a fourni un appui technique et financier pour la validation de tous les rapports thématiques produits et approuvés lors des Assises nationales de l'éducation.

L'UNESCO Dakar a aussi apporté sa contribution à l'élaboration d'un ensemble d'études de cas qui ont permis au Gouvernement du Sénégal de développer sa propre stratégie de mise en œuvre dans le cadre de la réforme visant une éducation de base élargie. Ces idées générées ont été utilisées pour produire le plan de mise en œuvre du Sénégal actuellement validé.

Au Mali, l'UNESCO a joué le rôle de leader dans l'élaboration des termes de référence pour la production de plusieurs études qui serviront à la préparation du prochain plan sectoriel en éducation. Les termes de référence se rapportent à une étude sur le recrutement des enseignants, la gestion de leur formation et leur déploiement. L'étude sera conjointement financée par CapEFA et l'UNICEF. Un plan pour l'amélioration du SIGE, que l'UNESCO s'est engagée à sponsoriser en 2015, sera également élaboré.



La signature du projet d'éducation de la jeunesse malienne à Bamako, Mai 2014

L'UNESCO Dakar a, en outre mobilisé 500 000 USD auprès du Gouvernement japonais pour un nouveau projet au Mali intitulé « *Interventions d'urgence en éducation pour la résilience au Sahel: appui au Mali* ». L'objectif à long terme du projet, en concordance avec la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel, est « d'intégrer les plans humanitaires et de développement et les interventions y relatives pour mettre en place un système de résilience pour le long terme ». Le projet vise à développer les capacités de planification et à contribuer à assurer la mise en œuvre effective des plans existants en particulier dans le centre et le

nord et à renforcer la capacité du système éducatif y compris pour la prévention des catastrophes et l'atténuation des conflits dans leurs stratégies d'enseignement et d'apprentissage.

## Renforcer le développement de la petite enfance

De toute évidence, le Développement de la Petite enfance (DPE) est d'une importance majeure quant à la préparation à l'école. Il a un impact positif sur la qualité de l'éducation, sur son efficacité interne et sur le rapport coût-efficacité du financement de l'éducation dans la région. Compte tenu de ce qui précède, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal ont bénéficié d'un appui pour élaborer les profils de leur pays dans ce domaine. Ces profils ont été développés selon une liste d'indicateurs clé utilisés pour le suivi et ont également servi comme éléments pour l'élaboration de l'indice holistique pour le DPE en Afrique. De plus, un cadre de stratégie de mise en œuvre pour l'instauration d'une année de préscolaire pour tous les enfants est en cours de préparation pour tous les pays de représentation du Bureau hormis la Guinée-Bissau. Le Cap-Vert n'a pas été ciblé pour ce biennium étant donné son taux d'accès au préscolaire. Toutefois, l'expertise capverdienne sera mise au profit des autres pays dans le cadre du renforcement de la coopération Sud-Sud.

D'ores et déjà, le Cap-Vert a pris part aux enquêtes menées par *Open Society Foundations* avec le soutien de l'UNESCO Dakar. Les informations obtenues à travers cette activité permettront d'avoir une meilleure connaissance sur le DPE dans les pays et de mieux agir sur le terrain dans ce domaine.

Une analyse du sous-secteur de la petite enfance en Gambie portant sur l'accès, le financement, la gestion et l'équité sera finalisée et disponible d'ici 2015. L'objectif est de mettre à la disposition des décideurs des éléments fiables permettant d'élaborer une bonne politique pour le DPE bien adaptée, celle de l'allongement à 9 ans, de l'éducation de base.

En guise de suivi de la visite officielle de la Directrice du Bureau UNESCO Dakar en Guinée-Bissau en septembre 2014, le Bureau a proposé d'organiser en collaboration avec l'IICBA, un atelier de formation pour le DPE en faveur des concepteurs de curricula et des formateurs d'enseignants. Cet atelier portait sur l'intégration des savoirs endogènes. Cette proposition est entrain d'être affinée pour mieux prendre en compte les besoins spécifiques du ministère en charge du DPE.

### **Améliorer l'alphabétisation et l'éducation non-formelle**

En 2014, les activités en matière d'alphabétisation et d'éducation non-formelle (AENF) ont eu pour but de donner aux pays la capacité de mener des programmes d'alphabétisation de meilleure qualité en les rendant plus inclusives et sensibles au genre.

En termes de planification de la politique en AENF au niveau pays, l'UNESCO Dakar a fourni une assistance technique à la Gambie pour revisiter sa politique. Comme résultat : un document de politique avec son plan opérationnel. La Gambie a également bénéficié d'un autre appui technique en termes de capacité de gestion et de mobilisation de ressources pour le sous-secteur. Les résultats de ce soutien sont : (i) amélioration de la capacité nationale à mobiliser davantage de fonds et de ressources pour une mise en œuvre des programmes AENF plus efficace;(ii) des lignes directrices sur la production de vidéos et d'outils de communication et (iii) 2 vidéos présentées dans le cadre de la compétition pour l'obtention du prix d'alphabétisation 2014. Par ailleurs, l'UNESCO a aidé la Gambie dans le développement de stratégies visant à réduire l'analphabétisme de 50% d'ici 2015.Cette initiative avait pour but aussi d'inclure dans les programmes d'AENF des activités génératrices de revenus et des facilités de micro financement ainsi que l'utilisation des scripts coraniques et des langues locales comme media d'instruction.

L'UNESCO Dakar a aussi offert 5 tablettes numériques (Kits Sankoré) et formé le personnel du ministère et les alphabétiseurs afin qu'ils acquièrent une expérience pratique dans l'utilisation des TIC dans la formation des enseignants/les classes d'alphabétisation. 10 alphabétiseurs sélectionnés étaient formés pour installer et utiliser ces kits.

En Guinée-Bissau, l'UNESCO Dakar a pris l'initiative d'organiser un dialogue en matière de politique et de plaidoyer, ce qui a permis au pays d'être prêt à s'engager dans la phase d'élaboration de sa politique d'AENF.

Le Sénégal a également bénéficié du soutien de l'UNESCO Dakar à travers la mise en œuvre d'un projet d'alphabétisation des femmes et de jeunes filles et par le biais d'un autre projet de renforcement de capacités des personnels actifs en AENF.

Le projet d’alphabétisation des jeunes filles et des femmes au Sénégal (PAJEF), un des projets



Alphabétisation en Wolof à Pikine, une banlieue de Dakar

phares de l’UNESCO Dakar depuis 2011 a été finalisé en 2014. Il avait pour objectif de promouvoir l’autonomisation des femmes et de contribuer à réduire leur pauvreté grâce à l’alphabétisation et à travers l’utilisation des TIC. Une évaluation effectuée en 2014 a montré que 6 500 jeunes filles et femmes ayant bénéficié de cette formation ont relevé leurs niveaux d’alphabétisation. Elles étaient réparties en 253 classes d’alphabétisation de type traditionnel. Un autre groupe de 3 000 jeunes filles et femmes ont participé à une formation passant par le téléphone portable et l’ordinateur. À travers une

approche synergique entre l’AENF et l’EFTP, 3 000 autres femmes ont pu développer des compétences dans des domaines tels que la couture, la coiffure et l’agriculture. Le PAJEF a aussi piloté avec succès un programme de rattrapage en faveur de 1 900 filles qui risquaient d’abandonner l’école.

De plus, 60 cours en Wolof ont été diffusés par la télévision nationale (RTS1). 135 classes et 7 instituts régionaux de formation (CRFPE) ont été équipés en kits de ressources numériques interactives appelés ‘Sankoré’ dont 20 ont été pourvus de panneaux solaires. Ceci a nécessité la formation de 45 gestionnaires travaillant dans différentes directions nationales, dans des entités décentralisées du ministère de l’Éducation, dans des organisations de la société civile ; de même que la formation de 150 enseignants/facilitateurs. Par la suite, non seulement les personnes formées ont enrichi la banque de l’UNESCO Dakar, mais l’ont fait en langues locales, assurant la pertinence des ressources pédagogiques. L’UNESCO Dakar a proposé un rapport et six vidéos pour documenter les réalisations du projet pour des raisons de plaidoyer.



Une femme apprenant à lire en Serere, une des langues utilisées par PAJEF

Le rapport final d’évaluation a mis l’accent sur les méthodes novatrices et les approches éducationnelles du PAJEF qui constituent de bonnes pratiques qui aideront les autres pays à relever la qualité de leurs interventions en AEN, en prenant en charge à la fois les enfants sortis du système scolaire, les jeunes filles et les femmes. Des délégations de la Gambie et du Nigeria ont effectué des voyages d’étude au projet PAJEF en 2014. Le Nigeria s’est déjà engagé dans la mise en œuvre d’un projet d’alphabétisation des filles similaire au PAJEF tandis la Gambie s’emploie à en élaborer un semblable qui débutera 2015.

Le PAJEF a contribué à prévenir le décrochage scolaire en aidant les filles à améliorer leurs résultats scolaires et en autonomisant les femmes par l’acquisition de compétences en utilisation de

l'ordinateur. Le PAJEF a également renforcé la capacité nationale à planifier la transformation qualitative du sous-secteur, jetant une passerelle entre les sous-secteurs formel et non-formel. Cela a ouvert la voie à une synergie entre l'AENF et l'EFTP et a contribué à promouvoir l'apprentissage par le téléphone mobile et l'utilisation des TIC.

Le projet de renforcement des capacités pour la formation qualifiante des enseignants fondée sur une approche holistique et intégrée de l'éducation au Sénégal (CapEFA) avait pour objectif d'élaborer et de mettre en œuvre une politique de formation des enseignants incluant aussi l'alphabétisation et l'éducation non formelle. Trois études diagnostiques menées en 2013 dans ce cadre ont permis la production, en 2014, de trois documents suivants: (i) Projet de politique en matière de programme de formation des enseignants (ii) Document sur la gouvernance de la formation des personnels de l'éducation (iii) Document de référence sur la compétence et l'éducation pour la profession. De plus, un kit de ressources pour la formation des enseignants et des facilitateurs de l'alphabétisation a été préparé et validé. Il contient 12 modules de formation, des brochures et un guide du formateur. 56 formateurs de formateurs provenant de 14 instituts régionaux de formation (CRFPE) ont été formés à l'utilisation du kit de ressources qui est entrain d'être reproduit pour une plus large dissémination.

L'UNESCO a permis aux représentants du Burkina Faso, du Mali, du Niger de prendre part à un atelier pour prendre connaissance des modules développés au Sénégal. Une feuille de route a été élaborée pour chacun des pays. L'UNESCO a également organisé une activité régionale impliquant le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal avec pour but de développer un curriculum harmonisé pour l'éducation bilingue et multilingue. Des études diagnostiques ont été menées dans tous ces 4 pays. Suite à ce processus, un kit à 5 modules a été validé au cours d'un atelier régional qui a rassemblé tous les pays francophones de la CEDEAO (une activité commune aux Bureaux de Dakar et Abuja). S'agissant de mise en œuvre, le Burkina Faso a adopté une feuille de route pour l'introduction des modules dans les activités de formation des enseignants.

Enfin, le Burkina Faso et le Mali se sont engagés dans un processus d'accélération de l'AENF en tant que composante de la "Grande Poussée pour l'EPT". Quant au Sénégal, il a finalisé l'élaboration de son plan d'accélération de l'AENF pour la période 2015-2017.

Il convient de noter que compte tenu de son taux d'alphabétisation, le Cap-Vert n'a pas été inclus parmi les pays devant bénéficier d'assistance technique et/ou financière durant ce biennium.

## **Réforme de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP)**

La réforme de l'EFTP est une priorité dans les 7 pays couverts par l'UNESCO-Dakar. Les taux de sous-emploi des jeunes et de chômage sont très élevés dans la région pendant que l'efficacité interne des systèmes de formation est faible. Il est dès lors absolument nécessaire de rendre le sous-secteur plus pertinent et adapté aux besoins. Un kit de ressources pour la formation des enseignants en charge des jeunes portant spécialement sur la transition vers le marché du travail.



**La formation professionnelle réduit le chômage en Afrique**

Se basant sur la stratégie de l'UNESCO (2010-2015) pour l'EFTP, le "Consensus de Shanghai," et sur les conclusions du Rapport mondial sur l'EPT 2012, l'UNESCO Dakar a élaboré et rendu disponibles des lignes directrices spécialement destinées à la région en tant que cadre cohérent pour la mise en œuvre de l'EFTP en Afrique. L'UNESCO Dakar a adopté une stratégie consistant à s'engager au plan global dans les processus sous-régionaux tout en agissant de façon complémentaire au niveau national. Par ailleurs, toutes les interventions EFTP ont permis la production d'outils tels que les notes conceptuelles et méthodologiques. Elles sont centrées sur : (i) le renforcement des mécanismes de partenariats et de coordination (ii) l'amélioration de la collecte, l'analyse, la gestion et l'utilisation de données de qualité en vue d'une meilleure planification de la formation de ressources humaines et la création de richesses, et (iii) travail thématique relatif aux cadres nationaux et régionaux de certifications (CNRC).

Le Groupe de travail interagences de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est un mécanisme<sup>1</sup> mis sur pied en réponse au besoin de coordination et de synergie entre les acteurs de l'EFTP aux niveaux sous-régional et régional. Ce mécanisme sous-régional rassemble les acteurs clés afin de rationaliser les interventions pour plus de pertinence au niveau des interventions et un soutien plus efficace aux pays. Le plaidoyer à travers ce Groupe a rehaussé le profil de l'EFTP en matière d'efficacité dans les prestations et a renforcé les capacités de la CEDEAO et UEMOA<sup>2</sup> non seulement à concevoir des politiques, plan et/ou réforme mais aussi à gérer le sous-secteur pour un impact plus important au niveau national.

Dans ce cadre, l'UNESCO Dakar a produit deux sortes d'outils en 2014:

- Une publication portant sur le développement des Cadres Nationaux de Certifications (CNC) à l'intérieur du Cadre Régional de Certifications (CRC). La publication est produite sous le logo du Groupe de travail IATT. Suite à un accord entre le PNUD et la CEDEAO, elle a été publiée en français. L'ouvrage constitue une synthèse cohérente de l'enquête menée au niveau sous-régional dans le domaine concerné et contient, de plus, des directives déjà validées pour l'élaboration des CNC/CRC.
- Une série de vidéos mettant en valeur et en lumière des initiatives réussies qui fournissent à la jeunesse plus de chances de trouver un travail décent. Les vidéos se concentrent sur des projets novateurs au Bénin, au Nigeria et au Sénégal.

Une autre priorité en 2014 a été de susciter des partenariats afin d'améliorer les synergies. Ainsi, un appui technique a notamment été accordé à deux réseaux internationaux en relation de travail notamment avec les pays couverts par le Bureau.

1. À travers de réseau RAIFET (Réseau Africain des Instituts de Formation de Formateurs de l'Enseignement Technique), le 4<sup>e</sup> Colloque international organisé octobre 2014 a fourni aux 7 pays un aperçu sur les plus récents résultats de recherche, stratégies, méthodologies et outils pour améliorer la qualité de l'enseignement et la formation en EFTP.
2. La rencontre internationale du réseau RAFPRO («Réseau Africain des Institutions et Fonds de Formation Professionnelle») tenue à Dakar<sup>3</sup> a compté parmi ses participants 4 pays couverts par le Bureau de Dakar. Elle a permis à ces participants d'avoir une conscience

---

<sup>1</sup> Un tel mécanisme inter-agences existe également dans la Région SADC. Il est en cours de mise en place pour l'Afrique centrale.

<sup>2</sup>UEMOA signifie, Union Économique et Monétaire Ouest Africaine. Ses États membres sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

<sup>3</sup>Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo

accrue des sujets liés à l'EFTP, de disposer du diagnostic et des recommandations sur l'assurance qualité visant l'amélioration de la formation en cours d'emploi dans le secteur privé.

3. L'UNESCO Dakar a également capitalisé sur le processus d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur (dans le cadre du processus DAAD/CAMES/UNESCO), en se fondant notamment sur l'expérience du Sénégal en matière d'assurance qualité interne et externe.
4. En collaboration avec le Centre International UNESCO-UNEVOC, l'UNESCO Dakar a contribué à améliorer la synergie le réseau UNEVOC, les entités sous-régionales (UEMOA), la Chaire UNESCO sur l'EFTP avec pour objectif un meilleur impact, le développement des partenariats et la revitalisation du réseau UNEVOC : ENSTEP<sup>4</sup> pour les pays francophones. L'UEMOA a, pour la toute première fois, pris part à la Conférence internationale de l'UNEVOC sur le thème : « *Promouvoir l'apprentissage pour le monde du travail* ».
5. En tant que membre de l'Équipe pays des Nations Unies au Sénégal et dans le cadre du mécanisme UNDAF, le Bureau de Dakar a apporté son appui à l'élaboration d'un nouveau programme conjoint UNESCO, FAO, OIT, ONUDI et OIM. L'objectif est de créer la croissance dans des zones rurales. L'UNESCO Dakar s'est employé à encourager le développement des systèmes d'information au niveau pays et au plan sous-régional en mettant l'accent à la fois sur l'offre de formation (EFTP-SIGE) et le système d'information sur le marché du travail (SIMT) pour la création des richesses.

Le Pôle de Dakar/IPE en étroite collaboration avec le Siège a initié le développement d'une nouvelle méthodologie et outil pour l'analyse diagnostique de la transition de la jeunesse de l'école/formation vers le milieu du travail (Dispositif prospectif sur l'éducation formation emploi ou DIPEFE). L'outil méthodologique DIPEFE a été testé par d'autres Bureau (Abidjan et Abuja) dans le cadre de leurs activités d'EFTP. Elle est en voie d'être intégrée dans l'analyse sectorielle en éducation de type au Burkina Faso. Les premiers résultats du DIPEFE seront pris en compte dans l'actuelle analyse sectorielle ainsi que dans la méthodologie EFTP RESEN pour ainsi relever leur qualité. Afin d'améliorer la transition de la jeunesse vers le marché du travail au Burkina Faso, il a été également mis en œuvre un processus de renforcement de capacités sur le diagnostic prospectif de l'éducation/formation-emploi. Une équipe nationale a été formée et la première collecte de données dotera le Burkina Faso d'analyses utiles sur la manière d'adapter le système à la demande.

L'UNESCO Dakar a poursuivi son action d'établissement de synergies entre l'EFTP et l'AENF<sup>5</sup> afin de booster l'impact dans chacun des secteurs. Une première note conceptuelle a été élaborée en interne pour clarifier les concepts, la stratégie, la méthodologie et les outils à utiliser dans le processus dans les contextes national et régional. La note conceptuelle aborde des sujets tels que l'écologisation de l'EFTP, la reconnaissance des compétences acquises à travers l'apprentissage traditionnel, la question du genre mettant l'accent sur les jeunes filles en milieu rural. Suite à cette note, une étude a été entreprise au Sénégal pour tester la pertinence de cette approche novatrice.

---

<sup>4</sup>École Normale Supérieure pour l'Enseignement Technique et Professionnel, basé à Dakar, Sénégal

<sup>5</sup> D'autres exemples de synergie intra-sectorielle entre l'EFTP et les filières de l'éducation non-formelle se retrouvent lors de l'intervention de l'UNESCO Dakar dans l'AENF, à savoir dans le projet PAJEF (voir ci-dessus) et l'intervention dans les conflits qui ont affectés le nord du Mali (voir page suivante).

Un nouveau projet portant sur le Nord Mali actuellement en conflit constitue un autre exemple de la synergie entre l’alphabétisation et l’EFTP<sup>6</sup>. Son objectif est de fournir aux jeunes vulnérables et hors du système scolaire de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal, des compétences et connaissances susceptibles de renforcer leur résilience. Une feuille de route était validée à travers un processus de consultation nationale. La mise en œuvre du projet visant à faciliter la transition de l’éducation/formation vers le monde du travail dans les 4 régions précitées est en cours. Elle porte sur la cartographie de la demande sociale, des opportunités d’emploi et des offres de service. Ce programme contribuera à améliorer la capacité du pays à promouvoir une croissance durable et résiliente. Il constitue un très bon exemple de la contribution de l’UNESCO au renforcement des



Un jeune travailleur bénéficiant de l'EFTP au Sénégal.  
Photo: UNESCO / Régis L'Hostis

capacités à intégrer l’éducation pour le développement durable, à autonomiser les apprenants et les citoyens au niveau global (Axe d’action 2).

L’UNESCO Dakar et le Bureau de Bamako en collaboration avec le Siège ont conjointement développé un partenariat avec l’Organisation internationale de la Francophonie. Ceci a permis de fournir un soutien technique et financier au profit de la planification en matière d’EFTP incluant 13 ministères. Un document national, qui permettra au Mali,

pour les trois années à venir, d’améliorer sa coordination nationale, de rendre plus cohérente sa planification et de lever des fonds.

## Miser sur l’enseignement supérieur

L’UNESCO Dakar œuvre à rendre l’enseignement supérieur (ES) plus apte à accélérer le développement durable du continent à travers la formation d’une masse critique de capital humain de qualité. L’accent est mis sur la gestion de la qualité et sur le financement qui constituent des défis majeurs dans ce sous-secteur. Afin de développer des politiques éducatives ancrées dans la réalité et susceptibles de relever les défis du sous-secteur en particulier ceux liés à la qualité et à l’élargissement, une approche CER (Communauté Économique Régionale) a été favorisée en vue de maximiser l’investissement et promouvoir la collaboration inter-pays et l’apprentissage mutuel.

Dans ce contexte, l’UNESCO Dakar et le Bureau d’Abuja ont joint leurs efforts pour appuyer les pays de la CEDEAO dans le domaine de l’Assurance Qualité (AQ), du financement de l’enseignement supérieur et de la recherche. C’est dans ce cadre qu’a pu être amélioré le partenariat avec des entités internationales, avec des organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales<sup>7</sup> (ADEA, CAMES, DAAD, AUA) et avec les organisations de financement (BAD, BM). Enfin, un appui a été enfin accordé pour l’organisation de deux événements internationaux: (i) *“Assurance Qualité pour l’ES et la recherche: Vers une harmonisation des pratiques aux niveaux national et régional*

<sup>6</sup> Cette intervention en EFTP au Nord s’inscrit dans cadre du projet financé par le Japon pour contribuer à la reconstruction holistique du Mali. Il est intitulé « *Interventions éducatives d’urgence pour la résilience au Sahel: Appui au Mali* » et vise également le renforcement des capacités du système éducatif pour l’atténuation des conflits et l’éducation à la paix (voir chapitres suivants).

<sup>7</sup> Association pour le Développement de l’Éducation en Afrique (ADEA), Conseil africain et malgache pour l’enseignement supérieur (CAMES), Deutscher Akademischer Austauschdienst (DAAD, ou Le Service Allemand d’Échange Académique, Association des Universités Africaines (AUA), Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale (BM).

dans la zone couverte par le CAMES » et, (ii) « *Approches novatrices pour financer l'ES et la recherche* ».

Ceci a abouti à un échange de connaissances intéressant (5 enquêtes pays de qualité validées durant la conférence organisée par l'Association des Universités Africaines (AUA), renforcement des partenariats et renforcement aussi des capacités des experts sur des stratégies novatrices de développement de ressources pour l'enseignement supérieur et la recherche, apprentissage et partage de pratiques prometteuses entre pays selon les axes Nord-Sud et Sud-Sud (au total 185 participants et 85 institutions dans 22 pays d'Afrique sub-saharienne ont pris part à cette conférence). Des feuilles de route ont été définies pour suivi en 2015.

Le projet UNESCO/UEMOA intitulé PADTICE<sup>8</sup> constitue une autre intervention majeure. Son objectif global est de soutenir la réforme LMD (Licence, Maîtrise, Doctorat) dans le système d'enseignement supérieur en Afrique. Il vise à créer un espace technologique au sein de 35 institutions du tertiaire et d'enseignement supérieur regroupées autour de 8 universités majeures<sup>9</sup>, et d'améliorer la



Les Universités du Bénin, du Burkina Faso, et de la Côte d'Ivoire ont reçu de nouveaux matériels informatiques dans le cadre de PADTICE

qualité à travers l'appropriation des TIC. Le PADTICE est un projet à trois composantes à savoir la mise en place des infrastructures physiques et virtuelles sur les TIC, l'augmentation du niveau d'équipement et le renforcement des capacités d'utilisation des TIC et l'assurance qualité.

Le réseau de base a été relevé dans toutes les universités sauf dans l'Université Amilcar Cabral en Guinée Bissau et dans l'Université des Sciences et des Techniques au Mali. Les logiciels d'utilisation de la bibliothèque numérique ouverte « Invenio » ont été mis en place dans toutes les 8 universités, tandis que plusieurs sessions ont été organisées pour former les participants à installer et configurer les logiciels puis à utiliser de manière fonctionnelle ces logiciels. Le renforcement des capacités était organisé de la manière suivante : 6 formateurs de formateurs étaient d'abord formés en vue de former à leur tour 16 formateurs nationaux (2 par pays). Ces 16 formateurs nationaux transmettent ensuite leur connaissance et savoir à 68 personnels en charge de bibliothèques et personnes ressources. Un projet sur les arrangements institutionnels concernant la bibliothèque régionale a été préparé. Il décrit les méthodes d'organisation et de gouvernance, le mode de fonctionnement de la bibliothèque numérique et les responsabilités qu'assumeront les universités. Ces documents assureront la durabilité de la structure.

Les activités de renforcement des capacités se sont focalisées sur l'amélioration des capacités en calcul numérique, l'utilisation des TIC, l'assurance qualité et le e-learning. Comme résultat 115 enseignants de 7 sur les 8 pays concernés ont suivi des formations sur la méthodologie e-learning.

<sup>8</sup> PADTICE signifie *Projet d'appui pour le renforcement des technologies de l'information et de la communication pour le renforcement de la capacité de la mise en œuvre de la réforme "Licence-Maîtrise-Doctorat" dans les institutions de l'enseignement supérieur de l'espace UEMOA*. PADTICE couvre tous les 8 pays de l'UEMOA: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

<sup>9</sup> L'Université Abomey Calavi à Cotonou, l'Université Abdou Moumouni à Niamey, l'Université Amilcar Cabral à Bissau, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, l'Université Félix Houphouët Boigny à Abidjan, l'Université de Ouagadougou, l'Université de Lomé et l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako.

Ils ont, par ailleurs, été formés en pédagogie relative à la technologie à savoir la scénarisation des contenus pour l'apprentissage en ligne.

Les interventions autour de l'amélioration des services offerts par les universités ont été menées en collaboration avec le CAMES<sup>10</sup>. Plusieurs études ont été produites pour encadrer le développement de l'enseignement ouvert et à distance (EOD) dans les universités ainsi que le développement des systèmes d'information :

- Systèmes d'information dans les universités et cours offerts dans les États membres de l'UEMOA sous la modalité EOD
- Un document sur le cadre de développement des systèmes d'information au sein des universités à travers l'UEMOA
- L'accréditation par le CAMES de formations dispensées via l'EOD par les universités au sein de l'UEMOA.

Tous ces documents sont, à ce jour, disponibles mais attendent la validation finale du Conseil des Ministres qui représente l'autorité politique de la CAMES.

## Aborder la question enseignante

L'UNESCO Dakar a mené plusieurs activités concernant la question enseignante compte tenu de son rôle déterminant pour la qualité de l'éducation. En 2014, l'accent a été mis principalement sur la préparation et le développement professionnel ainsi que sur le développement des cadres nationaux et régionaux de certifications. Des résultats remarquables ont été atteints à travers des programmes de formation des enseignants au Burkina Faso et au Niger dans le cadre de CapEFA<sup>11</sup>.

En collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Abuja, l'UNESCO-Dakar a prêté main forte aux pays membres de la CEDEAO en vue d'aligner totalement la préparation et le développement des enseignants dans le contexte de la promotion de la réforme de l'éducation de base de 9-10 ans. Cet appui se basant sur le travail débuté au cours du biennium passé a consisté à identifier des tâches et compétences clés exigées pour l'éducation de base dans les pays pilotes de la CEDEAO (Bénin, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal et Togo) auxquels furent ajoutés ultérieurement trois autres (Burkina Faso, Nigeria et Gambie). Un atelier organisé en novembre 2014 a validé un ensemble commun de tâches clé et de compétences exigées des enseignants de l'éducation de base. Cette réalisation est une étape clé dans la coopération en vue de l'élaboration des cadres de nationaux et régionaux de certifications relatifs aux enseignants. Cette action est conduite par l'UNESCO Dakar en collaboration étroite avec le Groupe de travail sur les enseignants pour l'EPT, la CONFEMEN, l'ADEA, l'OIF/AUF/IFADEM, l'Union Africaine ainsi que des entités de la famille UNESCO (UNESCO Abuja et IICBA). La réalisation facilitera la reconnaissance de l'enseignement en tant que profession à part entière avec une formation définie menant à des compétences reconnues avec des perspectives de carrière.

S'agissant du projet CapEFA au Burkina Faso, un plan d'amélioration de la qualité a été développé et officiellement adopté au cours d'un atelier national qui a connu une participation large de toutes les parties prenantes dans le pays (au programme de l'événement : le lancement du Rapport

---

<sup>10</sup> Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur compte comme membres 19 pays de l'Afrique subsaharienne.

<sup>11</sup> CapEFA est le programme UNESCO de renforcement des capacités pour l'Éducation Pour

Tous <http://www.unesco.org/new/en/phnompenh/education/improving-education-quality/capacity-building-for-education-for-all-capefa>

mondial de suivi EPT 2013/2014) sur l'enseignement et l'apprentissage). Le plan a bénéficié des apports de la revue diagnostique participative des besoins en renforcement des capacités menées en 2013. La prochaine étape, qui débutera en 2015, sera d'appuyer techniquement la révision des curricula de formation des enseignants et la gestion de la formation en cours d'emploi.

Concernant le projet de Monaco, l'UNESCO Dakar avec l'IICBA et le ministère Burkinabé de l'Éducation ont eu à s'adapter à des changements de réglementations et à une charge de travail plus lourde pour les enseignants en formation. De ce fait, ils n'ont pu participer à aucune session de formation! Toutefois, une alternative a été trouvée, celle de changer de format et de passer par l'EOD pour faire face à ces contraintes.



Un élève et un enseignant durant les cours d'alphabétisation au Sénégal. Photo: UNESCO/Always

Il convient de noter deux réalisations majeures s'agissant de l'adaptation à la situation post-conflit au Mali. Une équipe locale de revue du programme de formation des enseignants dans le contexte CapEFA a permis la réorientation de fonds restants. Ils ont servi à faire face à d'autres défis en lien avec l'urgence ou la reconstruction. Les activités identifiées sont en cours de réalisation avec un Coordonnateur de projet recruté. Le plaidoyer de l'UNESCO ainsi qu'une supervision et une collaboration techniques efficaces ont encouragé le Japon à reprendre son ancien programme pour le développement d'un centre d'excellence en matière de formation

d'enseignants au Mali (Institut de formation des enseignants de Kati) qui a été interrompu juste après le coup d'état militaire de mars 2012.

La phase 2014 de mise en œuvre du projet CapEFA au Niger a consisté à soutenir le Gouvernement dans la mise en œuvre de son propre programme tel que spécifié dans sa lettre de politique éducative pour 2013-2020. La stratégie de communication CapEFA du Niger a été élaborée avec le soutien du Secteur de la Communication et de l'Information de l'UNESCO Dakar.

Avec le soutien italien (Fonds-en-dépôt), l'UNESCO Dakar met en œuvre la seconde phase d'un projet intitulé "Amélioration de la qualification des enseignants et mise sur pied d'un système pour la gestion des résultats d'apprentissage en Guinée-Bissau" afin de contribuer à la reconstruction de l'éducation de base dans le pays. Le projet vise à remédier à la pénurie d'enseignants à travers des formations avant et en cours d'emploi. La première composante du projet concerne l'analyse et la révision des modules de formation des enseignants en cours d'emploi en vue de produire un module unique pour chaque discipline dans les curricula de l'éducation de base en Guinée-Bissau. Ces modules tiennent compte des contextes socio-culturels et éducatifs du pays et des questions de genre. La Guinée-Bissau est également un des pays affectés par la crise qui bénéficient de l'aide d'urgence ou d'appui pour la reconstruction.<sup>12</sup>

En outre, l'UNESCO Dakar et l'IICBA ont piloté l'élaboration de 9 modules de formation sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes d'enseignement ouvert et à distance

<sup>12</sup> L'autre pays est le Mali (voir sections relatives au Mali dans les chapitres ci-dessus portant sur politique et planification sectorielle et sur EFTP et ci-dessous sur l'éducation à la paix et aux droits humains.

en faveur des formateurs d'enseignants. Ces « drafts » ont été examinés et validés par un groupe de 10 experts en conception de curriculum provenant de différents pays d'Afrique. Une plateforme de formation a été également préparée. Tous les modules seront disponibles en français et en anglais, sur la plateforme d'ici le 1<sup>er</sup> semestre de 2015. Ils pourront être utilisés par toutes les institutions de formation d'enseignants intéressés par le développement de programmes d'enseignement ouvert et à distance pour des maîtres enseignants.

## **Autonomiser les apprenants pour en faire des citoyens créatifs et responsables**

Les interventions dans ce domaine sont essentiellement destinées à assurer que les politiques et pratiques éducatives aient en perspective la paix et les droits humains, que les capacités locales soient également renforcées pour intégrer l'éducation pour le développement durable (EDD) dans l'éducation et que l'EDD soit renforcée dans l'agenda international et qu'une éducation à la santé de qualité soit offerte.

### **Intégrer la paix et les droits humains dans les politiques et pratiques éducatives**

Sous les auspices de la CEDEAO et de la Banque Africaine de Développement, l'UNESCO Dakar a apporté un appui aux pays en vue de développer leurs capacités à intégrer l'éducation à la paix, la prévention des conflits et l'aptitude à faire face dans les plans stratégiques en éducation des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Un projet majeur de promotion de la culture de la paix, des droits humains, de la citoyenneté, de la démocratie et d'intégration régionale dans les 15 États membres de la CEDEAO, lancé en 2006, a pris fin en 2014.

En 2014, les efforts ont visé l'augmentation de la sensibilisation grâce à une large diffusion du Manuel de référence<sup>13</sup> et du curriculum produits dans le cadre du projet. Les enseignants et les formateurs d'enseignants à travers la sous-région ont été formés en utilisant les matériels de référence traduits en 31 langues locales. 12 000 exemplaires ont été diffusés auprès des organisations de la société civile et des enseignants en AENF. Les matériels sont également en cours de distribution sur clé USB et DVD pour un écho plus large. Un module complémentaire, 8<sup>e</sup> de la série, sur les valeurs et le sport était ultérieurement produit. Le financement a été tiré du budget ordinaire du Secteur de l'Éducation de l'UNESCO. Ce module additionnel a été validé au cours d'un atelier rassemblant les pays de représentation de l'UNESCO Dakar. Il sera ajouté au cours d'autoformation en ligne disponible en français, en anglais et en portugais.

Des présentations du Manuel de référence ont été effectuées à plusieurs occasions en 2014 notamment à Ziguinchor (Sénégal), au cours d'un atelier destiné aux experts en éducation à la paix et à Yamoussoukro lors de la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Culture de la paix<sup>14</sup>. Le Manuel de référence a été soumis à un processus de validation impliquant des experts de l'ensemble des États membres de la CEDEAO et à une validation politique par les Ministres de l'éducation et de la formation de la CEDEAO durant une réunion statutaire. Il a été adopté par le Conseil des Ministres de la CEDEAO, composé par les Ministres des Affaires Étrangères. Le fait que le Manuel ait été traduit en langues locales a rehaussé son niveau d'appropriation. Le projet a démontré l'efficacité

---

<sup>13</sup> Le Manuel de référence de la CEDEAO sur l'éducation aux droits humains, à la citoyenneté, à la démocratie, à la culture de la paix et à l'intégration régionale existe en français, en anglais, en portugais et en 31 langues locales.

<sup>14</sup> Le concept de culture de la paix a été inventé lors d'une conférence de l'UNESCO organisée en 1989 à Yamoussoukro, Côte d'Ivoire.

d'un programme de culture de la paix et/ou de prévention de conflits développé et mené à travers un processus régional.

Le Manuel de référence a été utilisé comme volet d'un projet anti-terrorisme au Burkina Faso ciblant 50 000 journalistes, leaders communautaires et la jeunesse. Le projet conjoint de l'Équipe-pays des Nations Unies et de l'UNESCO "Promouvoir la culture de la Paix, la gestion des conflits, la citoyenneté, la démocratie et la bonne gouvernance à travers l'éducation non formelle au Burkina Faso" constitue une des activités rentrant dans le cadre de l'assistance intégrée en faveur de l'initiative de lutte contre le terrorisme (I-ACT). Ce projet a été motivé par la situation au Burkina Faso résultant de la crise malienne. Le lancement du projet a été un succès retentissant. Y ont pris part la Directrice de l'UNESCO Dakar, 4 Ministres, 3 Gouverneurs de province, des chefs coutumiers et traditionnels, des médias et des acteurs de terrain. En outre, le Manuel de référence a été traduit en 4 langues du Burkina Faso à savoir le Tamachèque, le Goulmanceman, le Songhai et le Fulfuldé. Ces traductions, en tandem avec les versions déjà existant en Dioula et Moore permettront d'atteindre plus de monde. Un premier atelier formation de formateurs, tenu en décembre 2014, a ciblé 40 participants parmi lesquels des élus officiels, des fonctionnaires centraux et locaux, des chefs religieux et coutumiers, la société civile, des journalistes, des animateurs de stations de radios privés et des radios communautaires.

Le Manuel de référence était également utilisé au Mali<sup>15</sup>, où le Ministère de l'éducation avait reçu un appui pour concevoir 4 modules destinés à différents acteurs de l'éducation (enseignants, directeurs d'école et inspecteurs) et partenaires dans les secteurs formel et non formel. Les retombées majeures de cette intervention ont été la prise de conscience du rôle fondamental que doit jouer le secteur de l'éducation dans la construction et la consolidation de la paix, et le fait que le secteur de l'éducation est actuellement dans une meilleure position lui pour agir de manière plus globale.

Outre les résultats obtenus au sein des États membres de la CEDEAO, le projet a suscité l'intérêt de différents partenaires. Ses réalisations sont entrain d'être examinées dans la perspective d'une extension du projet à la région CEMAC.



Slam sur les questions de la paix lors du lancement du nouveau projet sur la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Photo: UNESCO/Bamouni Céphas

### **Offrir une éducation à la santé de qualité en particulier en termes de VIH et d'éducation sexuelle.**

Les efforts de l'UNESCO Dakar en vue d'améliorer la réponse du secteur éducatif aux défis liés à la santé sexuelle et reproductive sont centrés sur (1) le renforcement des capacités des pays à intensifier leurs programmes d'éducation à la sexualité et (2) la formation des acteurs clés aux niveaux régional et national à la conception et à la mise en œuvre des curricula aptes à améliorer les compétences de vie en lien avec le VIH et l'éducation à la sexualité.

<sup>15</sup> Ceci constitue le dernier composante du projet d'assistance pour la reconstruction au Mali sur financement japonais "Interventions éducatives d'urgence pour bâtir la résilience au Sahel : Appui au Mali ». Le Mali est un des pays en crise qui bénéficie de l'aide d'urgence de l'UNESCO Dakar ou d'aide pour la reconstruction.

Le rôle de l'UNESCO Dakar était de deux ordres : d'abord le rôle de coordination pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre des interventions portant sur le VIH et la santé menées par les Bureaux de l'UNESCO dans cette zone ; puis, le rôle de prestation de service et de coordination avec les partenaires dans les pays de sa représentation.

S'agissant de coordination des interventions en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), l'UNESCO Dakar s'occupe du suivi et offre de façon occasionnelle des appuis techniques aux activités liées au VIH et à la santé menées par d'autres bureaux. Comme exemple, le Bureau de Dakar en partenariat avec le Bureau International de l'Éducation (BIE) ont fourni un appui technique pour l'élaboration guide pédagogique pour faciliter la formation des enseignants en éducation sexuelle. Ce travail a bénéficié de la collaboration des ministères de l'Éducation du Tchad et du Cameroun. De plus, il convient de noter que les capacités du personnel de l'UNESCO basé en Afrique de l'Ouest et du Centre ont été renforcées pour améliorer l'efficacité tandis que des plans étaient harmonisés pour davantage de synergie entre les bureaux UNESCO en Afrique de l'Ouest et du Centre et avec le Siège. Dans ce cadre, 10 membres du personnel de l'UNESCO ont pu améliorer leurs capacités à planifier avec plus d'efficacité et à inclure des sujets de préoccupation plus récente (genre, stigmatisation, discrimination) dans la réponse du secteur de l'éducation au VIH.

En termes d'offre de service et de coordination avec les partenaires au sein de ses pays de représentation et de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, un certain nombre de pays sont en cours d'élaboration et/ou de révision de leurs politiques et programmes avec pour objectif d'y intégrer le VIH et l'éducation sexuelle. Au Sénégal, un rapport de recherche sur les besoins des jeunes et leurs besoins d'information et de services en matière de sexualité et de santé reproductive (SRH) a été validé. Les résultats de cette recherche ont été partagés avec le Ministère de l'Éducation en vue de leur prise en compte et intégration dans les programmes nationaux d'éducation à la santé. Le rapport était basé sur la mise sur pied au Sénégal d'un service d'envoi de SMS anonymes. Un autre rapport de recherche qui répond aux défis auxquels les jeunes sont confrontés et à leurs besoins est en cours d'examen pour finalisation. Il porte sur des appels anonymes pour une assistance téléphonique à ceux confrontés au SIDA dans six pays bénéficiaires sélectionnés<sup>16</sup>.

Afin d'améliorer les connaissances sur l'état de l'éducation à la sexualité fournie par la société civile et de prendre connaissance du travail réellement effectué par des organisations de la société civile bénéficiant de l'assistance technique de l'UNESCO, l'UNESCO Dakar a accordé un appui à IPPF<sup>17</sup> avec pour mission d'appliquer, en interne et en externe, l'outil de revue, d'analyse et d'évaluation de l'éducation à la sexualité (SERAT). Plusieurs organisations de la société civile dans différents pays Afrique de l'Ouest et du Centre ont été ciblées notamment le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Sénégal et le Togo. Le FNUAP, l'IPPF, l'ONUSIDA et l'UNESCO Dakar ont conjointement produit un rapport sur une revue en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) des programmes d'éducation à la sexualité. En outre, l'UNESCO Dakar, avec l'assistance de l'ONUSIDA a initié la révision de l'outil de revue, d'analyse et d'évaluation et a finalisé l'examen des dispositions juridiques concernant l'accès des jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Une autre action majeure a été d'améliorer la mesure de la réponse du secteur de l'éducation au VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre et d'utiliser des éléments prouvés comme base fiable à l'élaboration de stratégies multisectorielles. Afin d'intégrer les indicateurs mondiaux de base à la

---

<sup>16</sup> Bénin, Burkina Faso, Burundi, Congo, Cameroun, Niger

<sup>17</sup> Fédération Internationale pour le Planning Familial

mesure de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA dans questionnaires conçus dans le cadre du Système d'Information et de gestion de l'éducation (SIGE), un atelier régional a permis de former 19 techniciens des ministères de l'Éducation<sup>18</sup> y compris des Points focaux et 12 spécialistes de programme nationaux travaillant pour l'UNESCO. En outre, une feuille de route élaborée en collaboration avec le Siège et l'ISU pour faciliter l'utilisation des indicateurs de base dans les pays de l'AOC. Ceci favorisera l'intégration des indicateurs pertinents en ce qui concerne le VIH dans leurs systèmes de suivi et de mener des activités plus efficaces et durables dans le cadre de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.

L'UNESCO Dakar a également fourni un appui pour le développement des capacités en vue de prendre en compte dans l'éducation à la santé reproductive au Sahel, des évidences de base et éléments socio culturels appropriés. Des outils tels que la boîte à outils "Enseignement du respect pour tous" étaient identifiés comme des ressources susceptibles de faciliter des synergies et la détermination d'autres points d'entrée qui permettraient de trouver des réponses par l'éducation, aux sujets sensibles. Afin d'améliorer la réponse du secteur de l'éducation à la stigmatisation, la discrimination, le harcèlement sexuel et comportement abusif dans les pays d'AOC, des modules dédiés aux activités en classe sur le genre et la diversité sont en cours d'élaboration en collaboration avec les ministères de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Culture dans 4 pays de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria et Togo).

Une autre contribution a consisté à appuyer l'intégration des modules socio culturellement sensibles au genre, à la violence sexiste et à la diversité dans des programmes d'éducation à la sexualité. Elle a été effectuée via le développement initial d'un guide pratique destiné à accroître la sensibilité des normes culturelles dans l'éducation à la sexualité et la santé reproductive.

Se fondant sur le travail effectué de 2011 à 2013, une coalition de partenaires, appuyé par l'UNESCO en matière d'expertise et d'organisation d'ateliers, s'est employée à promouvoir l'intégration de l'éducation à la sexualité et à la santé reproductive dans les curricula scolaire au Sénégal. Comme résultat, la Division du Contrôle Médicale Scolaire (DCMS) du Ministère de l'Éducation a décidé de prendre en main le plaidoyer pour l'éducation à la sexualité au sein du ministère. Des personnels travaillant dans d'autres directions et départements de l'éducation marquèrent leur accord sur un canevas visant l'intégration de l'éducation à la santé reproductive dans les curricula scolaires. Ils ont ouvert la voie à une approbation politique au niveau plus élevé.

Ces activités sont menées en partenariat avec l'UNICEF, l'ONUSIDA, l'UNIFEM et le FNUAP et avec la participation active de l'Équipe des Nations Unies pour le SIDA (**JUNTA**) au Mali et au Sénégal.

## **Faire progresser l'Éducation Pour Tous (EPT) et façonner l'agenda éducatif international pour l'avenir**

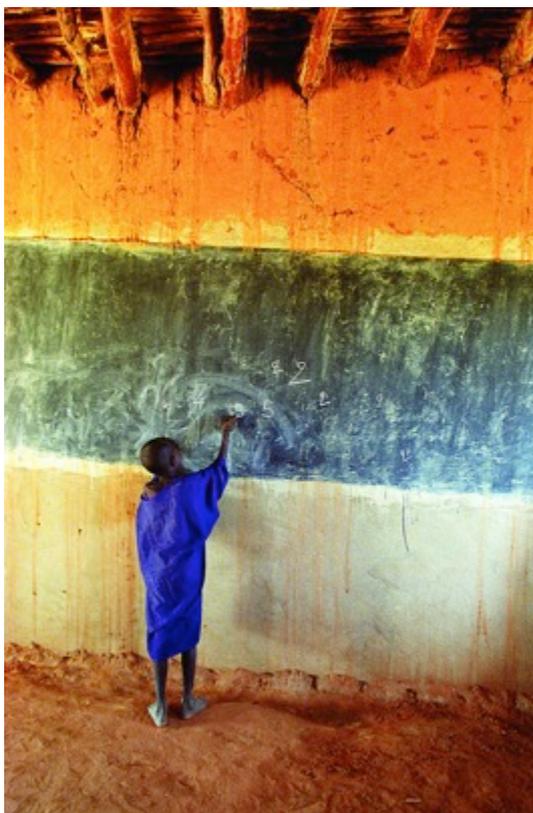
La majeure partie du travail effectué concernant l'agenda éducatif international était liée à la préparation de la Conférence ministérielle de l'Afrique sub-saharienne sur l'éducation post-2015 qui s'est tenue à Kigali en février 2015. Cette conférence a été organisée en prélude au (i) Forum Mondial sur l'éducation (mai 2015) au cours duquel un cadre international d'action post-2015 sera adopté, et (ii) Sommet des Nations Unies devant se tenir à New York afin d'adopter les objectifs de développement post-2015. Ceci a nécessité l'organisation de plusieurs rencontres avec les

---

<sup>18</sup> Burundi, Cameroun, Tchad, RDC, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Mali, Nigeria

partenaires appropriés pour la préparation de l'agenda, et des consultations thématiques en ligne menant à la conférence. Un site web pour la conférence a été également mis en place.

Pour évaluer les progrès accomplis en EPT depuis Dakar 2000, les pays de l'Afrique sub-saharienne ont été appelés à fournir une brève évaluation de leur profil pays en EPT, développé et standardisé par l'UNESCO Dakar et le Pôle de Dakar. Il était requis des pays de remplir un questionnaire destiné à refléter les éléments spécifiques qui caractérisent l'actuel état de leur éducation et leur calendrier global pour l'éducation post-2015. Quant aux petites consultations, elles ont bénéficié, pour la plupart, de directives techniques et de soutien financier. Elles ont permis de mener une revue participative et un processus de consultation nationale sur les stratégies et le calendrier global pour l'éducation post-2015. L'UNESCO Dakar a assuré la qualité analytique de tous les documents produits par ses pays de représentation et de ceux de l'Afrique sub-saharienne ayant participé à l'exercice. Dans ce contexte des profils EPT pour tous les pays ont été produits ainsi que 36



Un enfant en classe à Tintihigreneschool, Mali.  
Photo: UNESCO/Poulomi Basu

rapports nationaux et 13 rapports émanant des mini consultations. Ces documents ont été validés par les acteurs de l'éducation dans chaque pays et ont constitué les apports essentiels du Rapport sur l'EPT en Afrique sub-saharienne devant être officiellement présenté lors de la conférence de Kigali.

De plus, pour enrichir le rapport EPT pour l'Afrique subsaharienne (ASS) par des récits plus approfondis sur l'expérience EPT sur le continent, une série d'études de cas par pays sur les résultats obtenus au niveau d'un objectif spécifique de l'EPT ont été élaborées avec le soutien de l'UNESCO Dakar et de l'IIPE/Pôle de Dakar.

Le Burkina Faso, la Gambie et le Sénégal ont été sélectionnés pour relater leur performance dans l'amélioration de leur indice de parité entre les genres au niveau de l'enseignement primaire tandis que le Cap-Vert a travaillé sur son expérience EPT en tant que petit État insulaire. Quant au Niger, il a été sélectionné en raison de l'élévation de son taux d'alphabétisation. Pour renforcer davantage le plaidoyer pour l'EPT, des lancements au plan

national du Rapport mondial de suivi (RMS) de l'EPT ont été organisés dans 4 pays de couverture du Bureau (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal). Ces événements ont été largement couverts par la télévision, les journaux et la radio.

## Sciences naturelles : Mobiliser les connaissances scientifiques et l'innovation



Femme sénégalaise récoltant des huîtres. Photo : UNESCO/B. Demeocq

Le grand programme de l'UNESCO sur les Sciences Nationales trouve un écho dans deux programmes phares pour la priorité Afrique, à savoir le programme Numéro 3 visant à mobiliser la Science, la Technologie et l'Information (STI) et les connaissances au service du développement socio économique durable de l'Afrique, et le programme Numéro 4 visant à favoriser la science pour une gestion durable des ressources naturelles de l'Afrique et la réduction des risques de catastrophe (RRC).

### Analyse sommaire de la situation des Sciences dans les pays couverts par le Bureau

Bien que les pays couverts aient accompli d'importants progrès en matière de scolarisation et d'amélioration de l'égalité entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire (voir le chapitre précédent), un défi de taille reste à relever : leur faible base de capital humain, qui ne répond pas à l'ambition de développement durable accéléré qu'affichent ces pays.

En effet, des données de l'Institut des Statistiques de l'UNESCO (ISU) indiquent que le Cap-Vert a le plus grand nombre d'élèves pour 100 000 habitants, avec 2619 (données de 2013) tandis que le Niger a le plus petit nombre avec 126 (données de 2012). Le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal se situent dans la catégorie moyenne avec 418 (données de 2012), 645 (données de 2012) et 711 (données de 2010) respectivement.

Selon l'ISU, le nombre de chercheurs par 1 000 000 d'habitants est très faible, avec 326 pour le Sénégal (chiffres de 2010), 32 pour le Mali (chiffres de 2010) et 34 pour la Gambie (chiffres de 2011). Au milieu, on trouve le Burkina Faso avec 48 (chiffres de 2010) et le Cap-Vert avec 51 (chiffres de 2011). Comparés à la moyenne mondiale de 1040, ces chiffres révèlent l'ampleur des

défis pour les pays couverts par l'UNESCO Dakar. La production scientifique demeure très faible pour l'Afrique subsaharienne et les pays couverts ne font pas exception à cette règle.

Parmi les solutions à mettre en œuvre face à cette situation, l'investissement stratégique dans la Science, la Technologie, l'Ingénierie et les Mathématiques (STIM) est fondamental. Malheureusement, les données de l'ISU montrent qu'aucun de ces pays n'est disponible pour atteindre un quelconque seuil substantiel. La Gambie affiche le taux le plus faible avec 0,02 de son PIB (chiffres de 2009) tandis que le Sénégal affiche le taux le plus élevé avec 0,54 (données de 2010).

Les données soulignent l'urgence de mettre en œuvre les politiques et les dispositions institutionnelles appropriées qui contribuent à promouvoir de la science, la technologie, l'innovation (tant au niveau des apports que des réalisations) et la coopération scientifique internationale sur des défis cruciaux pour le développement durable.

## **Renforcer les politiques de STI, la gouvernance et l'interface science-politique-société**

L'UNESCO Dakar a appuyé le Burkina Faso, le Cap-Vert et le Sénégal pour créer des liens entre les institutions universitaires et l'industrie, dans le but de promouvoir les capacités de recherche-développement et d'innovation pour des résultats compétitifs. 13 entreprises axées sur la technologie<sup>19</sup> représentant différents types d'entreprises ont participé à une étude examinant comment l'innovation a lieu dans les petites entreprises de ces pays. Cela permettra aux stagiaires en innovation et développement d'entreprise de trouver de l'inspiration et tirer des leçons des erreurs et des succès de ces entreprises. Les études de cas seront publiées sous forme de livre ultérieurement.

En outre, l'UNESCO Dakar a soutenu la finalisation de la Politique nationale de Science, Technologie et Innovation de la Gambie. L'activité a été financée par le Fonds espagnol géré au niveau du Siège.

Dernier point, mais pas le moindre, le Bureau a participé à la deuxième réunion des ministres de la Science et la Technologie qui s'est tenue à Rabat, au Maroc. Ce fut une occasion de mise en réseau avec des entités nationales et régionales qui renforceront la collaboration interrégionale et internationale.

## **Renforcer les capacités institutionnelles en matière de science et d'ingénierie**

Un programme en ligne de géologie et géosciences fondé sur les TIC, appelé Geology Open Online Course for West Africa (GEOLOOC-WA), a été lancé en septembre 2014 à Toulouse, en France. La réunion de lancement était programmée pour coïncider avec la troisième conférence de l'Initiative d'exploration ouest-africaine (WAXI-3) qui a réuni un groupe d'organismes du secteur privé évoluant dans le secteur minier et les institutions universitaires. 21 participants venus de six universités de cinq pays d'Afrique de l'Ouest<sup>20</sup>, ont participé à cette réunion et seront les premiers bénéficiaires de ce programme en ligne. Le portail web GEOLOOC-WA est actuellement logé à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Un comité directeur a été mis en place et des groupes de travail formés pour orienter et développer le contenu du cours. Pour maximiser

---

<sup>19</sup> Quatre du Burkina Faso, quatre du Cap-Vert et cinq du Sénégal

<sup>20</sup> Le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal (pays desservis par le Bureau de Dakar), ainsi que le Ghana et la Côte d'Ivoire (bureaux nationaux).

l'investissement, des discussions ont été entamées avec le Secrétariat de la CEDEAO dans le but d'étudier la possibilité d'étendre les activités en créant un cadre régional pour l'harmonisation des qualifications en géologie. En outre, des donateurs potentiels ont été contactés en vue de mobiliser des ressources financières destinées au projet et de soutenir les activités de formation.

Le réseau régional de formation devrait contribuer au développement des industries extractives, un secteur économique important dans la sous-région de la CEDEAO. Le portail web GEOLCOO-WA facilitera l'accès aux progrès scientifiques récents dans les contextes géologiques locaux et permettra aux étudiants d'être au fait de l'évolution rapide des frontières des géosciences. Parmi les participants au premier atelier préparatoire de la cérémonie de lancement à Toulouse figuraient 8 géologues et 1 spécialiste des TIC venus du Sénégal, 5 géologues du Burkina Faso, 2 du Mali, du Ghana, de Côte d'Ivoire et d'Afrique du Sud, 1 du Liberia, 7 de France, 2 d'Australie et 1 d'Espagne.

### **Promouvoir la collaboration scientifique pour les systèmes terrestres, la biodiversité et la réduction des risques de catastrophe**

Une évaluation des capacités et des lacunes en matière de gestion des catastrophes causées par les inondations aux niveaux des districts et des communautés, a été menée en 2014. Elle a couvert le Delta du Saloum au Sénégal et le Parc du Niomi en Gambie. Les résultats de ces études montrent la gravité de l'impact des inondations sur les terres et les édifices le long des zones côtières. Les mesures actuelles prises par les particuliers, le gouvernement et les partenaires pour s'attaquer au problème des inondations dans la zone sont limitées et inefficaces. L'étude du Sénégal conclut que le gouvernement et ses partenaires devraient continuer à soutenir la recherche de pointe dans les domaines du changement climatique, des processus côtiers, des aléas et de la gestion des eaux de crue. Les établissements tertiaires et établissements de recherche du pays doivent mettre des capacités de recherche et d'engagement au service de l'appui du développement de communautés côtières résilientes qui soutiennent des économies diversifiées et dynamiques, apportent des réponses et des mesures de réduction efficaces aux aléas naturels et technologiques, et opèrent dans les limites de leur écosystème.

Une deuxième partie de l'étude de la Gambie examine les succès et les lacunes des instruments de politique actuellement utilisés pour la gestion des catastrophes sur les zones côtières, et aideront les décideurs politiques à concevoir efficacement des politiques visant à améliorer l'état de préparation aux catastrophes et leur gestion dans la région.

Les résultats des évaluations peuvent servir de base pour (i) continuer d'élaborer de meilleurs contenus et programmes d'éducation au développement durable (EDD) pour la région, (ii) perfectionner le matériel de plaidoyer destiné aux radios communautaires de la région, et (iii) attirer l'attention des organismes d'aide sur des questions importantes lors de la planification de nouvelles interventions visant le renforcement des capacités pour la gestion des inondations au niveau local. Des ressources extrabudgétaires seront recherchées en 2015 pour étendre cette activité qui est conjointement menée par les secteurs des sciences naturelles et des sciences sociales et humaines. Ces dernières ont participé à la prise en compte des impacts sociaux des dangers environnementaux dans le but d'appuyer la transformation sociale et d'améliorer la cohésion sociale.

En ce qui concerne le renforcement des capacités nationales pour la gestion des réserves de la biosphère, l'UNESCO Dakar appuie le Sénégal dans la réorganisation du système de gestion au niveau local. Le processus préliminaire a été mené à terme et le travail commencera en 2015. Cette

activité est conçue sous forme de laboratoires d'apprentissage du développement équitable et durable, et de l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets. Un plan intersectoriel est en train d'être élaboré conjointement par le Secteur de la Culture et le Secteur des Sciences naturelles, afin d'appuyer le Gouvernement du Sénégal dans la protection de l'écosystème culturellement important et sensible du Pays Bassari, qui comprend la réserve de la biosphère du Niokolo-Koba.

## Renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau douce

L'UNESCO Dakar a contribué à la réalisation de l'un des objectifs de la stratégie des Nations Unies pour le Sahel sur la gestion régionale des ressources en eau. 27 gestionnaires de systèmes hydrauliques et chercheurs universitaires du Burkina Faso, de la Guinée Bissau, du Mali et du Sénégal ont participé à un atelier de formation de 10 jours sur la gestion de l'eau dans la région du Sahel. Ils ont reçu une formation sur l'identification, l'évaluation et la mise en valeur des ressources en eau souterraine qui sont peu vulnérables à la sécheresse et peuvent être utilisées en situations d'urgence. Cela est d'une importance capitale pour les secours d'urgence immédiats et la préparation aux sécheresses prolongées, compte tenu en particulier du changement et de la variabilité climatiques qui devraient avoir des répercussions graves sur la région sahélienne aride et semi-aride de l'Afrique de l'Ouest. Parmi les participants figuraient 3 représentants de la Guinée-Bissau, 4 du Burkina Faso, 12 du Mali, et 8 du Sénégal.



La mise en valeur des ressources en eau souterraine est l'une des grandes priorités du renforcement de la sécurité de l'approvisionnement en eau douce. Photo : ONU/John Isaac

En guise de suivi, le Sénégal a bénéficié d'une visite de démonstration pratique à un site de projet à Soninkegny au Mali, géré par le Projet Irrigation de Proximité au Pays Dogon et dans le Bélé Dougou (IPRO-DB). En conséquence, l'UCAD et IPRO-DB cherchent à élaborer un Protocole d'entente pour l'utilisation du site pour la formation d'étudiants doctoraux en gestion de l'eau. Une proposition a été soumise pour la mobilisation de fonds afin d'impliquer davantage de pays du Sahel dans cette activité de formation et ainsi, d'accroître le nombre d'experts en recharge des aquifères dans la région.

Des accords ont été conclus avec la Commission nationale du Cap-Vert et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de l'Information du Cap-Vert pour la tenue de la formation en portugais au premier trimestre de 2015.

L'UNESCO Dakar a été invitée à mener la gestion des ressources en eau (groupe de travail sur les ressources en eaux transfrontalières) du Groupe de travail de la stratégie des Nations Unies pour le Sahel sur la résilience. En collaboration avec des collègues de l'UNESCO et d'autres organismes des Nations Unies participants, l'UNESCO Dakar a préparé un projet de document de travail sur la gestion des ressources en eau, proposé pour être utilisé pour la mobilisation de fonds dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie.

## Sciences Sociales et Humaines : Relever les nouveaux défis sociaux afin de favoriser un développement social inclusif



Scène d'un atelier sur l'inclusion au Niger pour promouvoir des politiques et programmes efficaces et inclusifs sensibles aux besoins des populations défavorisées

Le programme de l'UNESCO sur les sciences sociales et humaines est axé sur une approche transversale et réflexive du développement, étant donné que les dimensions sociale et humaine sont inhérentes aux défis d'un monde en pleine mutation. À un moment où les défis et les menaces tels que l'inégalité, l'exclusion, la violence et le sectarisme sont croissants à l'échelle mondiale, il est plus important que jamais d'apprendre à vivre ensemble entre tous les membres de la communauté mondiale.

L'UNESCO Dakar s'emploie à développer des connaissances, des normes et la coopération intellectuelle afin de faciliter des transformations sociales fondées sur les valeurs universelles de justice, de liberté et de dignité humaine. Ces activités du Bureau sont axées sur deux principaux domaines :

1. Appui à la transformation sociale et l'inclusion sociale
2. Appui au développement des jeunes et à leur engagement citoyen à travers la planification politique participative

### Analyse sommaire de la situation des sciences sociales et humaines dans les pays couverts

L'Afrique de l'Ouest, et en particulier les pays du Sahel, est l'une des régions les plus pauvres et les plus fragiles du monde. Elle est confrontée à la fois aux défis que constituent la pauvreté, la vulnérabilité multidimensionnelle, les effets du changement climatique, les crises alimentaires

fréquentes, la croissance démographique rapide, la corruption, les tensions intérieures non résolues, le risque d'extrémisme violent, le trafic illicite et les menaces terroristes pour la sécurité.

De plus, la croissance des pays couverts a été le chômage, frappant les jeunes encore plus que la population générale. La « génération dite sacrifiée » représente un énorme défi, étant donné que la croissance inclusive et la coexistence harmonieuse sont cruciales pour exploiter le dividende que constituent les jeunes et assurer le développement durable.

Tous ces défis sociaux ont des implications sociales auxquelles il convient de réfléchir et de trouver des solutions, si l'on veut que la paix et le développement durable soient réalisés aux niveaux national, régional et international. Il faut sensibiliser davantage la population et les décideurs politiques en les aidant à mieux comprendre les enjeux, en leur montrant les interconnexions entre les niveaux local et mondial, et leur indiquant des réponses appropriées.

### **Réalisation de recherches prospectives en sciences sociales et humaines sur les transformations sociales et le dialogue interculturel**

Dans le contexte de la promotion de la recherche multidisciplinaire en sciences sociales et du dialogue interculturel visant à appuyer les politiques de transformations sociales et d'inclusion sociale en Afrique de l'Ouest, l'UNESCO Dakar poursuit un double objectif de portée transversale, à savoir contribuer à déterminer les processus de transformations sociales (migration, changement climatique et développement durable), et veiller à ce que l'Afrique développe des points de vue harmonisés pour renforcer la visibilité du continent au Forum mondial des sciences sociales de 2015 en Afrique du Sud.

À cet effet, deux grandes activités ont été réalisées en 2014 pour assurer des interactions avec différents types de parties prenantes, notamment des conseils de recherche, des universités, des associations professionnelles et la société civile.

En partenariat avec le CODESRIA et d'autres entités, l'UNESCO avait prévu d'organiser une table-ronde sur le thème « *Renforcer les sciences sociales et humaines en Afrique : enjeux intellectuels et institutionnels* », dans le cadre de l'Assemblée générale 2014 du CODESRIA. Malheureusement, à cause de l'épidémie d'Ebola, l'Assemblée générale a dû être reportée en 2015. L'objectif de cette table-ronde a été de réfléchir sur les facteurs qui entravent les sciences sociales et humaines en Afrique, afin d'identifier des mesures et des solutions appropriées.

En outre, l'UNESCO Dakar a déployé un effort pour mobiliser les réseaux de spécialistes en sciences sociales africains afin de garantir des contributions de qualité au Forum mondial des sciences sociales 2015. À titre d'exemple, une note conceptuelle a été préparée en partenariat avec l'AFARD (Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement).

Comme il a été mentionné plus haut, les sciences sociales et humaines ont contribué à l'évaluation de la gestion de l'érosion marine et des risques d'inondation dans le Delta du Saloum en Gambie et au Sénégal. Ce secteur a collaboré à l'orientation de l'étude au niveau technique et scientifique, prenant en compte l'analyse des considérations liées aux aspects sociaux et à la gestion des risques.

### **Elaboration de politiques publiques en faveur de l'inclusion sociale et du dialogue interculturel**

L'UNESCO Dakar a poursuivi le travail entrepris en 2013 pour collaborer avec le Burkina Faso et le Niger dans l'évaluation du degré d'inclusivité des politiques publiques et soutenir des politiques et programmes efficaces et inclusifs qui sont sensibles aux besoins des populations défavorisées.

Au Burkina Faso, un groupe de 500 femmes accusées de sorcellerie a été ciblé. Bien qu'elles aient été transférées dans deux centres désignés à cet effet à Ouagadougou et qu'elles aient reçu un soutien minimum du Gouvernement et de l'Église, il faut davantage de soutien pour autonomiser ces victimes et améliorer leurs conditions de vie.

En 2014, une mission de consultation de l'UNESCO Dakar au Burkina Faso a débouché sur l'appui d'une forte coalition pour soutenir ces femmes stigmatisées. Il s'agit d'une coalition d'autorités gouvernementales, du système onusien, d'organisations de la société civile, de chefs religieux et coutumiers, et de membres actifs du comité scientifique sortant. En termes d'autonomisation économique, les femmes ont reçu du soutien pour s'engager dans des activités génératrices de revenu, à savoir la production maraîchère. Pour assurer la commercialisation de ces produits, l'UNESCO Dakar a jumelé stratégiquement ces femmes avec un autre groupe de femmes vulnérables (PALIGWENDE) qui assurera des points de vente pour écouler leurs produits. De la sorte, les deux groupes bénéficient de soutien avec une seule intervention qui encourage la solidarité entre elles. Un autre volet important du projet consiste à organiser les femmes, leur accorder des microcrédits, encourager l'épargne, renforcer leurs capacités et promouvoir la solidarité pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté. La forte mobilisation des partenaires a



Des femmes stigmatisées et exclues de leur communauté pour allégation de sorcellerie, centre Delwende, Burkina Faso

suscité celle des médias et attiré l'attention du public sur le sort de ces femmes.

Le terrain a été préparé pour un travail similaire au Mali. En outre, l'UNESCO Dakar poursuit son action précédente dans ce pays en ce qui concerne la promotion de l'inclusion sociale. Le Bureau réalise une intervention visant à

évaluer et réformer les politiques nationales, publiques et locales, ainsi que le cadre réglementaire, en tenant compte de l'égalité des sexes, des approches fondées sur les droits de l'homme et de la promotion de l'inclusion sociale en tant qu'élément central des processus de planification du gouvernement. Un atelier méthodologique a été organisé en 2014, donnant une grande visibilité à l'action de l'UNESCO à travers l'engagement direct de plusieurs ministères clés (le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille), de principaux leaders de la société civile et de représentants du milieu universitaire. La collecte de données primaires a commencé et toutes les parties prenantes sont engagées dans la mise en œuvre du projet.

L'UNESCO Dakar a continué d'appuyer le Sénégal dans la mise en œuvre de politiques publiques efficaces et inclusives, tenant compte des besoins et intérêts spécifiques des groupes vulnérables. Pour consolider les résultats prometteurs du projet d'alphabétisation des jeunes filles et des femmes au Sénégal mené par l'UNESCO (PAJEF, voir la page 11), il a été procédé en 2014 au

lancement d'un projet générateur de revenus pour les anciennes bénéficiaires du PAJEF. L'ébauche du projet a été finalisée et les fonds sont en train d'être décaissés au profit des bénéficiaires. De plus, le Sénégal reçoit le soutien de l'UNESCO au titre du programme conjoint des Nations Unies intitulé « *Élimination de la violence sexiste et promotion des droits de l'homme* » (JP/GBV-HR) qui s'inscrit dans sa participation au plan de travail PNUAD Sénégal 2014-2015. Aux côtés d'ONU-FEMMES, du PNUAD, du BHR/ONU et de l'UNICEF, l'UNESCO Dakar apporte une contribution très appréciée à la mise en œuvre du programme en allant à la rencontre de diverses parties prenantes, ainsi que les outils et approches élaborés dans les cadres MOST<sup>21</sup>. Actuellement, le plan national d'action pour l'élimination de la violence sexiste et la promotion des droits de l'homme est en préparation. Sur la suggestion de l'UNESCO, le Sénégal a adopté une approche plus participative pour prendre en compte les spécificités de chaque communauté. L'UNESCO Dakar a également apporté un appui financier qui a permis d'étendre la portée de la consultation au niveau local.

### **Renforcer les politiques publiques de la jeunesse multi-parties prenantes et inclusives**

L'UNESCO Dakar a accompagné les efforts du Niger pour examiner sa Politique nationale de la jeunesse (PNJ) ainsi que le plan d'action sectoriel pour sa mise en œuvre. Lors d'une mission de consultation effectuée à Niamey, des décisions ont été prises sur les lignes directrices de l'examen, l'approche recommandée, une liste des partenaires et le profil de la personne ressource devant accompagner le processus. Des consultations ont été également organisées avec les groupes de jeunes et les organismes concernés. Ces consultations ont habilité les jeunes à devenir des agents de la paix au sein de leurs communautés en sensibilisant davantage, en renforçant les compétences, et en promouvant l'engagement civique et la participation démocratique. Cette activité est en phase avec le cadre macro-développemental du Niger et les priorités du PNUAD pour 2014-2018. À la fin de l'année 2014, toutes les parties prenantes ont validé la stratégie globale de mise en œuvre, et l'atelier méthodologique de lancement du programme a été organisé avec succès. Le même processus est prévu pour la Guinée-Bissau en 2015.

Le Sénégal a également bénéficié du soutien de l'UNESCO Dakar, par le biais du projet intitulé **L'innovation sociale conduite par la jeunesse au Sénégal / YouthActionNet Sénégal**. Le but de cette initiative est de renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs. Pour ce faire, elle habilite les jeunes à se tailler une place dans leurs domaines d'activité respectifs et met en valeur des exemples de projets réussis réalisés par des jeunes femmes et hommes en milieu rural et urbain au Sénégal. Initialement prévue pour l'exercice biennal précédent, la mise en œuvre a commencé au début de 2014, à la suite de la signature de l'accord de coopération et du contrat entre le Gouvernement du Sénégal et le Forum international des jeunes (FIJ). Les ébauches d'un portail Internet *YouthActionNet Sénégal* et d'une stratégie de médias sociaux sont à présent disponibles. Le Centre de recherche ouest-africain (CROA), qui a été choisi et avec lequel un contrat a été signé en tant qu'organisation partenaire du FIJ au Sénégal, a finalisé le processus de sélection à l'échelon national des meilleures initiatives réalisées par de jeunes innovateurs sociaux. 16 lauréats ont été sélectionnés au lieu des 15 prévus, et ils bénéficient actuellement d'un soutien.

---

<sup>21</sup>Le Programme pour la gestion des transformations sociales (MOST) est un programme clé du Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO. MOST centre ses activités sur la production de liens efficaces entre la recherche, la politique et la pratique. En tant que seul programme de l'UNESCO à favoriser et à promouvoir la recherche en sciences sociales, MOST occupe une position clé pour servir les objectifs généraux de l'Organisation. <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/most-programme/>

## Culture: Protéger le patrimoine et promouvoir la créativité pour le dialogue et le développement



ÎLE de Gorée, un lieu de mémoire tourné vers l'avenir. Photo: UNESCO/Maria Haapasalo

Le programme de l'UNESCO en matière de culture vise à protéger, à promouvoir et à transmettre l'héritage ainsi qu'à encourager la créativité et la diversité des expressions culturelles. Les Conventions culturelles<sup>22</sup> de l'UNESCO servent de cadre d'action global et contribuent à exploiter la puissance de la culture en faveur du développement durable et de la paix dans un contexte d'intégration régionale.

L'UNESCO Dakar s'efforce de soutenir les gouvernements et les organisations de la société civile de la sous-région à travers des activités axées sur le développement des capacités institutionnelles, l'assistance technique et les conseils en matière de politiques ainsi que le renforcement des réseaux de professionnels et d'experts.

### Protéger et surveiller le patrimoine matériel et immatériel

La Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de 1972 cherche à reconnaître et à valoriser le patrimoine en tant que notre héritage du passé, avec lequel nous vivons aujourd'hui et que nous transmettons aux générations futures. Le concept de patrimoine mondial est exceptionnel en raison de son application universelle qui préconise l'idée selon laquelle les sites du patrimoine mondial appartiennent à tous les peuples du monde.

<sup>22</sup> Les Conventions de l'UNESCO concernent la protection du patrimoine matériel (Convention concernant la Protection du Patrimoine Mondial Culturel et Naturel de 1972), la sauvegarde du patrimoine immatériel (Convention pour la Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003), ainsi que la protection du patrimoine culturel sous-marin (Convention de 2001). Elles intègrent également la lutte contre le trafic international illicite de biens culturels et la protection des biens culturels en cas de conflit armé (Convention sur la Protection des Biens Culturels en cas de Conflit Armé de 1954 et la Convention concernant les Mesures à prendre pour interdire et empêcher l'Importation, l'Exportation et le Transfert de Propriété illicite des Biens Culturels). Enfin, la Convention sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles de 2005 de L'UNESCO s'intéresse à la diversité, à la créativité et au développement.

L'UNESCO Dakar s'attèle à l'attribution d'une marque et à l'accroissement de la visibilité de 18 sites exceptionnels du patrimoine mondial de la sous-région et, en 2004, a collaboré avec des partenaires pour veiller à ce que les sites du Patrimoine Mondial soient mieux présentés et protégés. Les nouveaux dossiers de nomination présentés pour l'inscription à la liste du patrimoine mondial ainsi que la mise à jour ou la révision des listes provisoires ont reçu un appui.

Le Burkina Faso a obtenu un soutien du Fonds du Patrimoine Mondial pour initier une nouvelle demande d'insertion à la Liste du Patrimoine Mondial proposant l'inscription des anciens sites métallurgiques de réduction du fer dans les zones de Boose et Bwi. Par ailleurs, on a apporté une assistance technique afin de terminer les listes provisoires des sites du patrimoine en Gambie et en Guinée-Bissau et de lancer le processus pour le Cap-Vert.

Au Sénégal, l'accent a été mis sur la sensibilisation et la création de marque pour les sites du patrimoine mondial ainsi que sur l'élaboration de plans de gestion des sites. La mission de suivi réactif UNESCO/ICOMOS<sup>23</sup> à Saint-Louis effectuée au mois de mars 2014 a jeté les bases de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de gestion/d'action dans le centre historique de Saint-Louis. D'autres efforts ont été consentis afin de mobiliser des ressources pour le lancement d'un plan de gestion de l'île de Gorée ainsi que pour des travaux de réhabilitation d'urgence.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi du programme conjoint des OMD-F d'un montant de 6,5 millions de dollars des États-Unis intitulé "*Promouvoir les initiatives culturelles au Sénégal*", des mesures visant à assurer la durabilité ont été mises en place pour les deux sites récents du patrimoine mondial, le Delta du Saloum (2011) et le Pays Bassari (2012) et leurs Centres d'Interprétation tout neufs. Ces derniers ont été conçus pour servir de lieux permettant d'expliquer aux visiteurs les caractéristiques et la valeur d'un site donné du patrimoine mondial et pour abriter des manifestations et des activités. Au mois d'avril 2014, le Président Macky Sall a inauguré le Centre



L'exposition photos intitulée les "Paysages de la Culture" figurait sur la clôture juste à l'extérieur de l'ancien Bureau de l'UNESCO Dakar au centre-ville à Dakar

d'Interprétation du Pays Bassari à Bandafassi. En outre, et dans le but de promouvoir la visibilité et la notoriété de ces tout nouveaux sites du patrimoine mondial, une exposition populaire de photos intitulée "*Paysages de la Culture*" a été inaugurée au mois de février 2014 et sillonne le pays. L'UNESCO Dakar s'est également lancée dans la production d'un beau livre grand format sur l'île de Gorée intitulé *Île de Gorée* publié par les ÉDITIONS PRISME en novembre 2014.

En Gambie, l'UNESCO Dakar s'est concentrée principalement sur des actions dans le domaine du Patrimoine Mondial et du patrimoine culturel immatériel en (i) accordant la priorité au renforcement de la gestion et de la promotion de l'île Kunta Kinteh et des sites connexes (un site du patrimoine mondial de l'UNESCO), et (ii) en évaluant les besoins en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI). Le Conseil National pour les Arts et la Culture a mené des consultations auprès des communautés locales et des parties prenantes, organisé deux ateliers pour les guides touristiques et un atelier sur le recyclage des déchets plastiques pour les femmes, qui visaient à renforcer la gestion de l'île Kunta Kinteh et à

<sup>23</sup> ICOMOS signifie Conseil International sur les Monuments et les Sites//www.ICOMOS.ORG

accroître l'appropriation du site par les populations locales. Le nouveau plan de gestion mis à jour fut achevé et présenté au mois d'août 2014.

De nouveaux partenariats ont été noués en 2014. La coopération avec la représentation de l'UICN<sup>24</sup> en Afrique de l'Ouest et du Centre a été intensifiée afin d'accroître les efforts pour la conservation d'un certain nombre de sites du patrimoine mondial au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal. La coopération avec le Fonds africain du patrimoine mondial<sup>25</sup> s'est également accrue dans le domaine de l'entrepreneuriat culturel et de la gestion des risques concernant les sites du patrimoine mondial. Enfin, sur la question quelque peu vaste du patrimoine et du développement urbain, les partenariats noués avec la Wallonie-Bruxelles et les Cités et Gouvernements Locaux Unis<sup>26</sup> ont conduit au lancement d'un nouveau domaine de travail sur le patrimoine, la créativité et les questions de développement urbain au niveau africain. L'UNESCO Dakar a organisé conjointement une Conférence Internationale sur l'Héritage et le Développement des Villes en Afrique Francophone dans la perspective du XV<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie qui s'est tenu au mois de novembre 2014 à Dakar.

Au Mali, d'importants efforts ont porté sur la mise en œuvre d'activités d'urgence à travers le Bureau de Bamako, en collaboration avec l'UNESCO Dakar. L'UNESCO soutient les efforts du pays visant à réhabiliter et à sauvegarder son patrimoine matériel et immatériel, qui est très touché par la grave crise qui a sévi au cours des trois dernières années à Tombouctou et à Gao.

Un gros effort a été consenti sous la conduite du Bureau National de Bamako pour restaurer et réhabiliter un certain nombre de sites du patrimoine mondial, y compris les mosquées et les mausolées détruits lors du récent conflit dans le nord du Mali. Un montant de 3000 000 de dollars des États-Unis a été mobilisé notamment grâce au concours de la Suisse et de l'Union Européenne pour la réalisation de cet ambitieux projet.



À Tombouctou, 4102 manuscrits précieux ont été brûlés, endommagés ou volés, tandis que plusieurs centaines de milliers de manuscrits ont été transférés plus tôt à Bamako par leurs propriétaires afin de les sécuriser. Photo: UNESCO/A. Maiga

L'UNESCO et le Gouvernement du Mali ont élaboré une stratégie de reconstruction et de réhabilitation qui sert de cadre aux activités de conservation qui ont démarré au mois de mars 2014, en se concentrant sur la reconstruction du site du patrimoine de Tombouctou, notamment les mausolées détruits, le monument El-Farouk et les mosquées ayant subi une forte dégradation. Par ailleurs, des mesures ont été initiées pour la protection et la conservation des manuscrits historiques du Mali, notamment en sécurisant les manuscrits se trouvant actuellement à Bamako, en développant les capacités du personnel

---

<sup>24</sup> UICN signifie Union Internationale pour la Conservation de la Nature, c'est la principale organisation consultative du Comité du Patrimoine Mondial pour le Patrimoine Naturel: <http://www.incn.org>

<sup>25</sup> Fonds Africain du Patrimoine Mondial

<sup>26</sup> CGLU signifie Cités et Gouvernements Locaux Unis <http://www.uclg.org>

technique pour assurer la conservation physique et la numérisation des manuscrits, et en apportant un appui à l'élaboration d'un cadre juridique pour leur sauvegarde.

### **Promouvoir le dialogue des politiques pour combattre l'importation, l'exportation et le transfert illicites des biens culturels**

La Convention de 1970<sup>27</sup> concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels constitue l'instrument juridique de l'UNESCO pour faire face aux problèmes de trafic illicite d'objets culturels grâce à diverses mesures préventives, en mettant en place des dispositions relatives à la restitution et en offrant un cadre de coopération internationale.

La protection du patrimoine en Afrique de l'Ouest, notamment dans le Sahel, est confrontée à de nombreuses menaces liées au trafic illicite de biens culturels. L'UNESCO Dakar s'efforce de soutenir le développement des capacités pour la lutte contre le trafic illicite de biens culturels en procédant à la sensibilisation, en travaillant en collaboration avec les partenaires afin de restituer les objets volés et de combattre les transactions frauduleuses sur Internet, et en recherchant le rôle clé des agents de police et des douanes dans la lutte contre le trafic illicite.

On a consulté les pays de la sous-région qui ont assisté aux rencontres sur le développement des capacités en 2012 et 2013 par le biais d'un questionnaire afin de se renseigner sur l'état de ratification de la Convention de 1970 et de la Convention UNIDROIT de 1995 sur les objets culturels volés ou exportés illégalement. L'analyse de l'enquête a été effectuée en partenariat avec le Musée National du Mali pour veiller à ce que les lignes d'action stratégiques soient adaptées aux besoins des États membres et pour promouvoir davantage l'importance de la coopération régionale. Créer des mécanismes au niveau national pour la lutte contre le trafic illicite constitue un défi étant donné qu'un certain nombre de pays doit encore ratifier les Conventions. À cet effet, la communication et le plaidoyer vont se poursuivre en 2015.

### **Renforcer les capacités nationales pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel**

La Convention de 2003<sup>28</sup> pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel complète la série des instruments juridiques de l'UNESCO sur le patrimoine culturel. Cette Convention a pour objet principal de servir de cadre d'action efficient à travers la coopération internationale et de renforcer les mesures et les capacités nationales. Cela signifie assurer la transmission et la viabilité des traditions ou des expressions vivantes héritées de nos ancêtres et les transmettre à nos descendants, telles que les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, les rituels, les événements festifs, le savoir et les pratiques concernant la nature et l'univers, et les connaissances et compétences permettant de produire des objets d'art traditionnels.

Les activités de l'UNESCO Dakar ont porté sur la mise en œuvre de la stratégie mondiale de l'UNESCO en matière de développement des capacités qui cherche à créer des environnements institutionnel et professionnel pour la sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel. Cette stratégie mondiale nécessite une approche à long terme et multidimensionnelle, qui s'occupe de la révision des politiques et de la législation, de la reconception des infrastructures institutionnelles, de l'élaboration des méthodes et systèmes d'inventaire, de la pleine participation des diverses

---

<sup>27</sup> On peut avoir accès à la Convention de 1970 à l'adresse suivante: <http://www.unesco.org/new/en/culture/themes/illicit-trafficking-of-cultural-property/1070-convention>

<sup>28</sup> On peut avoir accès à la Convention de 2003 à l'adresse suivante: <http://www.unesco.org/culture/ich>

parties prenantes et des compétences techniques requises pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel.

Au Niger, on a démarré les interventions pour le renforcement des capacités, en mettant un accent particulier sur l'inventaire mené avec la participation de la communauté. Un accord de partenariat a été signé avec le ministère de la Culture au mois d'avril 2014 pour assurer la formation sur la mise en œuvre de la Convention de 2003 au niveau national et à la pratique de l'inventaire, y compris deux activités pilotes d'inventaire sur le terrain. La formation a débuté au mois de novembre 2014 et les activités seront organisées jusqu'à la fin de l'année 2015.

Grâce à l'aide internationale fournie par le Fonds du Patrimoine Immatériel, on a entrepris des projets d'inventaire de grande envergure impliquant la participation de la communauté au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, avec l'assistance technique de l'UNESCO Dakar.

Au Burkina Faso, la Direction du Patrimoine a lancé un grand projet pour l'inventaire du patrimoine culturel immatériel.

Dans le cadre des activités d'urgence en faveur du Mali, l'UNESCO Dakar a assuré le suivi d'un inventaire à grande échelle du patrimoine immatériel du pays, en accordant la priorité au Nord Mali frappé par la crise. Il s'agit là du premier projet du genre ayant reçu un financement substantiel par le Fonds de la Convention en tant que demande d'urgence.

Au Sénégal, l'UNESCO Dakar a assuré le suivi du projet d'inventaire des traditions musicales soutenu par le Fonds du Patrimoine Culturel Immatériel (PCI). Un appui a également été apporté à la promotion de la tradition Xooy, une cérémonie de divination des Sérères du Sénégal, qui a été inscrite en 2013 à la Liste Représentative du Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité, relevant de la Convention.

Enfin, l'UNESCO Dakar a apporté un soutien à la promotion de la Convention par le biais de la reproduction de trois composantes du kit de la Convention pour la diffusion et la promotion lors des conférences et des tables rondes.

## **Soutenir et promouvoir la diversité des expressions culturelles et le développement des industries culturelles et créatives**

### **Renforcer les capacités nationales pour promouvoir la diversité des expressions culturelles**

La Convention<sup>29</sup> adoptée en 2005 cherche à promouvoir et à protéger la diversité des expressions culturelles en veillant à ce que les professionnels de la culture puissent produire une large gamme de biens et services culturels.

L'UNESCO Dakar s'est concentrée sur le renforcement des capacités et des connaissances pour la mise en œuvre de la Convention de 2005 dans la région Afrique. Un réseau de professionnels et d'experts francophones sur la Convention de 2005 a été consolidé et les membres du réseau ont activement contribué à promouvoir la Convention. Un soutien a été apporté aux travaux préparatoires pour la mise en place du Centre Régional pour les Arts Vivants en Afrique de

---

<sup>29</sup> On peut accéder à la Convention de 2005 à l'adresse URL suivante: <http://en.unesco.org/creativity/convention>

Catégorie 2 (CERAV/Burkina Faso), qui a été officiellement créé au mois d'octobre 2014. C'est le premier Centre de Catégorie 2<sup>30</sup> lié à la Convention de 2005 qui ait été créé dans le monde.

Le Burkina Faso a également clôturé le processus d'élaboration et d'adoption d'une nouvelle stratégie visant à introduire l'enseignement de la culture et des arts dans les programmes scolaires, et a bénéficié d'une 4<sup>e</sup> mission d'assistance technique des experts de l'UNESCO et de l'Union Européenne (septembre 2014). Le Niger aussi a bénéficié d'une telle assistance technique et on a assuré le développement des capacités du Centre National de Cinématographie; l'accent a été mis sur les stratégies de développement du secteur cinématographique et audiovisuel grâce aux fonds apportés par le Gouvernement du Japon.

Suite à la réunion ministérielle sur l'approche multisectorielle à la promotion de l'emploi des jeunes dans l'économie créative de l'Afrique (Praia, Cap-Vert, novembre 2013), les Actes de la réunion ont été diffusés en anglais et en français. Des efforts accrus ont été déployés en 2014 pour élargir les partenariats aux acteurs régionaux clés. Avec l'UEMOA<sup>31</sup>, on a abordé des domaines de coopération en matière de politiques culturelles, de cadres législatifs et de statistiques culturelles. Avec l'OIF, la coopération a porté sur la Convention de 2005 à travers la mise en œuvre de programmes d'appui aux industries culturelles dans trois pays couverts. Parmi ces activités, figurent la participation à la session de planification de 2014 du programme de l'OIF pour soutenir les industries culturelles au Niger, les contributions visant à renforcer les industries culturelles au Burkina Faso et au Sénégal et le statut des artistes grâce à la formation au Sénégal.

Concernant le programme de l'UNESCO sur le Réseau des Villes Créatives, une assistance technique a été apportée à la municipalité de Dakar afin de préparer sa demande d'adhésion au réseau. Une formation a été assurée au niveau local en matière d'élaboration du formulaire de demande, suite à la nomination de *Dakar en tant que seule Ville Créative Africaine en 2014*. Par ailleurs, le Rapport sur l'économie créative a été lancé pour la première fois en français lors du XV<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie à Dakar par le Directeur Général de l'UNESCO, Irina Bokova.

En outre, l'UNESCO Dakar continue de diriger la recherche statistique sur la contribution de la culture au développement national à travers les Indicateurs de Culture et de Développement<sup>32</sup> (ICD en français ; CDIS en anglais) de l'UNESCO et met ses résultats au service de la campagne mondiale de plaidoyer post-2015 de l'UNESCO. À cet effet, l'UNESCO Dakar assure la coordination au niveau mondial du déploiement des ICD dans plus de 10 pays et la finalisation des outils et produits ICD. En 2014, l'UNESCO Dakar a également assuré le déploiement des ICD au Burkina Faso

---

<sup>30</sup> Les Instituts et Centres désignés sous le vocable Catégorie 2 sous les auspices de l'UNESCO sont associés à l'UNESCO (mais n'en font pas juridiquement partie) par des dispositions officielles approuvées par la Conférence Générale. À travers le développement des capacités, le partage des connaissances et la recherche, ils apportent une contribution précieuse et unique à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques de l'UNESCO dans l'intérêt des États membres.

<sup>31</sup> Union Économique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA)

<sup>32</sup> ICD est un outil de plaidoyer et de stratégie qui évalue de manière inclusive le rôle multidimensionnel de la culture dans les processus de développement à travers des faits et chiffres. Cette méthodologie novatrice qui analyse 22 indicateurs fondés sur sept politiques clés. Les ICD sont testés et mis en œuvre dans 11 pays à travers le monde : Bosnie, Burkina Faso, Cambodge, Colombie, Équateur, Ghana, Namibie, Pérou, Swaziland, Uruguay et Vietnam. Pour de plus amples informations: <https://en.unesco.org/creativity/cdis>

où les résultats finaux ont été présentés au mois de mai 2014, suscitant ainsi l'intérêt des pays voisins et ouvrant la voie à un nouveau déploiement des ICD dans la sous-région avec le concours de l'UEMOA.

## Communication et Information: Promouvoir la liberté d'expression et renforcer l'accès à l'information et à la connaissance



La journée mondiale de la radio : hommage à Élisabeth Harley, pionnière de Radio Sénégal

La promotion de la liberté d'expression, du développement des médias et de l'accès à l'information et aux connaissances constitue la principale priorité du Secteur de la Communication et de l'Information. Pour la réalisation de cet objectif, les deux priorités biennales visent à :

1. Promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, à la sécurité des journalistes, faciliter le pluralisme et la participation aux médias, et soutenir les institutions médiatiques viables et indépendants
2. Permettre un accès universel et la préservation de l'information et des connaissances

Ces axes entrent dans le cadre du projet phare 6 de la Priorité Globale Afrique visant la promotion d'un environnement propice à la liberté d'expression et au développement des médias.

### Analyse sommaire de la situation: réalisations et défis des pays couverts

Dans les pays couverts par l'UNESCO Dakar, le paysage médiatique est pluraliste et comprend les médias public, privé et communautaire. La liberté d'expression est consacrée par leurs constitutions et nombre d'entre eux ont ratifié les instruments internationaux à ce propos. Selon l'indice 2014 de Reporters sans Frontières, la liberté de la presse se trouve dans une situation difficile en Gambie et au Mali, tandis que les autres pays couverts sont confrontés à "des problèmes évidents"<sup>33</sup>. L'indice révèle aussi la rapidité avec laquelle une situation peut se dégrader dans un pays, étant donné que le Mali a chuté de 23 places dans son classement de 2014, occupant

<sup>33</sup> L'indice de Reporters sans Frontières est disponible à <https://rsf.org/index2014/en-africa.php>

ainsi la 122ème place sur 180 pays classés. Cette baisse est due aux conséquences des troubles politiques de 2012 et aux problèmes sécuritaires qui en ont résulté dans la partie nord du pays.

Il y a une forte demande d'information mais celle-ci a enregistré une baisse due au faible pouvoir d'achat et à l'analphabétisme, induisant ainsi une faible circulation de la presse écrite en dehors des zones urbaines. En conséquence, les médias privés fonctionnent suivant des modèles économiques non viables et non durables, qui génèrent peu ou pas de revenus. Ceci crée à son tour des médias moins indépendants et influe négativement sur les normes professionnelles et la déontologie.

Les médias numériques posent un défi aux pays couverts, étant donné que nombre d'entre eux n'ont pas l'appui nécessaire pour faire face à cette nouvelle réalité

Généralement, la population n'a pas facilement accès à l'information publique, principalement en raison des questions concernant le statut socio-économique, le capital culturel et la position géographique (notamment les communautés rurales).

Les situations spécifiques qui prévalent au Cap-Vert, au Niger et au Sénégal ont été évoquées dans une étude pilote de l'Institut des Statistiques de l'UNESCO (ISU) sur le paysage médiatique qui a passé en revue 28 pays<sup>34</sup> en utilisant le projet d'Indicateurs de Développement des Médias (IDM)<sup>35</sup>.

### **Renforcer l'environnement pour la liberté de la presse, la sécurité des journalistes et l'autorégulation, pour les médias en ligne et hors ligne**

La Journée Mondiale de la Liberté de la Presse, une contribution à la promotion d'un environnement propice à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, fut célébrée le 3 mai 2014 dans tous les pays couverts par l'UNESCO Dakar. Cette année, l'accent a été mis sur le plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité.



Le Spécialiste en communication & information de l'UNESCO Dakar, Jean-Pierre Ilboudo, a ouvert la cérémonie de la journée mondiale de la liberté de la presse au Grand Théâtre de Dakar

L'UNESCO Dakar a apporté un soutien à la Maison de la Presse au Niger et au Haut Conseil de la Communication dans le cadre de l'activité tournant autour du thème "S'exprimer sans crainte" pour assurer la liberté d'expression dans tous les médias. Les discussions ont porté sur la situation des journalistes au Niger, sur les menaces qui pèsent sur leur profession et sur l'analyse critique de certaines lois malgré le fait que le Niger soit l'un des rares pays en Afrique à avoir abrogé les dispositions sur la pénalisation des délits de presse.

Au Sénégal, on a produit un documentaire pour rendre hommage aux pionniers des médias sénégalais. Des conférences ont été organisées sur le thème "liberté de la presse pour un meilleur avenir", contribuant ainsi à l'agenda pour le

<sup>34</sup> UNESCO-(ISU) (2012), Le Paysage médiatique dans 28 pays: Résultats d'une Étude pilote de l'ISU. Accessible sur: <http://www.uis.unesco.org/Communication/Documents/Media-statistics-pilot-survey-report.pdf>

<sup>35</sup> De plus amples informations sur le projet UNESCO IDM sont accessibles sur: <http://www.unesco.org/new/en/Communication-and-information/intergovernmental-programmes/ipdc/initiatives/media-development-indicators-mdis/>

développement post-2015, ce qui a donné aux associations de médias l'occasion opportune de faire le point de leur situation par rapport à leurs difficultés dans la conduite de leur travail.

Des manifestations semblables ont été organisées au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Gambie, en Guinée-Bissau et au Mali.

Toujours dans le cadre de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse, l'UNESCO Dakar, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et l'ONG internationale "Article 19", a organisé un atelier au Sénégal pour former les journalistes à la question des droits de l'Homme.

En outre, une formation régionale d'une durée de 4 jours à l'intention des moniteurs de radios communautaires des pays en conflit s'est déroulée sur les questions relatives à la sécurité des journalistes et à la culture de la paix. Cette intervention fait partie de la Réponse de l'UNESCO aux situations post-conflit et post-catastrophe (PCPC)<sup>36</sup>. La formation de 20 journalistes de radios communautaires (dont 4 en provenance de la Côte d'Ivoire, 2 de la République Centrafricaine, 4 du Sénégal et 10 du Mali) a permis l'élaboration d'un manuel sur les techniques et méthodes pour la sécurité des journalistes en périodes de conflit. Le projet a également contribué à la paix et à la sécurité en général, et le manuel propose la production de programmes sur la culture de la paix. Des émissions sur la culture de la paix ont été produites et diffusées par les stations de radios communautaires concernées, avant d'être diffusées sur le site web de l'AMARC<sup>37</sup> Afrique sous forme de podcasts.

Lors d'une conférence de 2 jours axée sur la réforme des lois relatives aux médias en Afrique Centrale, et plus exactement à Libreville, un plan d'action global visant la réforme des lois relatives aux médias a été conçu afin de créer un environnement propice au travail des journalistes et à leur protection au niveau régional. Les autorités de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), les représentants des organisations de journalistes, les représentants des gouvernements et les groupes de la société civile ont pris part à ladite conférence.

En 2014, l'UNESCO Dakar a préparé 7 projets à présenter au Bureau du Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC)<sup>38</sup> pour la période 2015-2016. Deux (2) projets ont été préparés pour le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal et un (1) projet régional a été présenté.

### **Faciliter l'existence d'institutions médiatiques pluralistes en adoptant des politiques sensibles au genre et renforcer la politique et la pratique des médias communautaires**

L'UNESCO Dakar a cherché à renforcer le cadre institutionnel des stations de radio communautaires en leur procurant une base solide pour assurer leur indépendance, en contribuant à la promotion de la liberté d'expression, au pluralisme des idées, à la diversité et la qualité de l'information fournie aux communautés locales. Plusieurs ateliers de formation ont été organisés à l'intention des présentateurs et des directeurs de radios communautaires, renforçant ainsi leurs capacités sur le plan professionnel en techniques de base du journalisme, en recherche, en diffusion de l'information et en mécanismes de mobilisation de ressources.

---

<sup>36</sup> Réponse de l'UNESCO aux situations de post-conflit et post-catastrophe

<sup>37</sup> AMARC signifie Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires /World Association of Community Radio Broadcasters.

<sup>38</sup> Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) –UNESCO. De plus amples informations sont accessibles sur: <http://www.unesco.org/new/en/Communication-and-information/intergovernmental-programmes/ipdc/homepage>

Au Niger, deux sessions de six jours ont été organisées sur le renforcement des capacités en matière de conception et de production de bulletins d'information et d'émissions de radio de qualité. 30 présentateurs et journalistes (15 femmes et 15 hommes) en provenance de 30 radios communautaires différentes y ont pris part. Le projet a contribué à transformer la radio communautaire en un média professionnel, responsable et indépendant, servant l'intérêt de la démocratie et le développement durable<sup>39</sup>. Le projet a été mis en œuvre par l'Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication (IFTIC).

Au Sénégal, deux ateliers de formation de 2 jours ont été organisés à Thiès et à Kaolack en vue de renforcer les capacités de la branche nationale de l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC). Les ateliers ont rassemblé quelque 70 femmes membres du 'Réseau International des Femmes Journalistes' (RIF) pour promouvoir les concepts de changement climatique, de sécurité alimentaire et de genre dans les médias. En conséquence, 73 émissions ont été produites sur le thème du changement climatique et de la sécurité alimentaire, avec le concept de genre en tant que thème primordial.

En outre, les étudiants en journalisme du CESTI, l'école régionale de journalisme, ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur les questions environnementales. Lors de l'atelier, les étudiants ont été formés aux techniques permettant de traiter les informations environnementales et surtout sur la façon d'aborder les questions relatives au changement climatique dans le contexte de l'agenda pour le développement Post-Rio+20 et Post-2015. L'expertise provenait de la presse écrite, de la radio, des multimédias, de l'environnement, des bibliothécaires et des dessinateurs pour faciliter les deux séminaires, encadrer les sorties sur le terrain et produire des plaquettes didactiques illustrées.

## **Permettre l'accès universel et la préservation de l'information et des connaissances**

L'UNESCO Dakar a contribué à la mise en œuvre des plans d'action du SMSI (I et II) par les pays couverts. Dans le souci d'inciter à la mise en œuvre des recommandations du SMSI, l'UNESCO Dakar a aidé à renforcer les structures existantes et encouragé la création d'institutions nécessaires dans les pays où elles font défaut. À cet effet, des préparations ont eu lieu en 2014 en vue d'une rencontre régionale prévue en 2015 avant la rencontre mondiale du SMSI de 2015 qui va formuler de nouvelles recommandations pour le futur.

Quant au Programme Information pour Tous (PIPT), l'UNESCO a contribué à renforcer l'accès à l'information publique grâce au travail qu'elle a entrepris avec la radio communautaire de Bandafassi au Sénégal. L'UNESCO a apporté un appui institutionnel concernant toutes les mesures importantes pour la mise en marche de la radio en développant les capacités du personnel de la radio et en mesurant le champ électromagnétique. Jusqu'ici, cette activité a permis de renforcer le pluralisme des médias au Sénégal, étant donné que les minorités ethniques en Pays Bassari ont maintenant accès à l'information et aux connaissances.

---

<sup>39</sup> Il existe 133 stations de radios communautaires au Niger qui détiennent des licences délivrées par le Conseil Supérieur de la Communication et qui sont gérées par des agents qui n'avaient pas de compétences ou de formation professionnelle en matière de radio.

## **Appuyer les médias et le développement de la communication dans le cadre de l'approche "Unis dans l'action"**

UNESCO Dakar a joué un rôle actif dans les divers Groupes de Communication des Nations Unies dans les pays couverts. Au Mali, le Bureau a dirigé un atelier de formation sur la communication au service du développement à l'intention du personnel des Nations Unies. Des stratégies de communication ont été élaborées en appui à la mise en œuvre d'UNDAF au Cap-Vert et au Sénégal. Dans ce dernier pays, l'UNESCO Dakar a assuré la Présidence du Groupe de Communication. Le Bureau a également facilité plusieurs sessions de formation en communication au service du développement à l'intention du WCA GNUD, notamment dans le cadre du Soutien et des Conseils de qualité (CSQ).

## Activités transversales visant une meilleure mise en œuvre du programme et sa visibilité



Le Service de Gestion des Connaissances (SGC) a géré le stand de l'UNESCO lors du sommet de la Francophonie à Dakar

Le Service de Gestion des Connaissances (SGC) à l'UNESCO Dakar représente la seule unité en Afrique consacrée à la gestion et au partage des connaissances (GC/PC). Ainsi, le SGC ne s'intéresse pas seulement aux initiatives dans le Bureau de Dakar mais entreprend également des innovations en matière de GC/PC partout dans les bureaux de l'UNESCO en Afrique. Le SGC s'occupe de toutes les activités liées aux relations avec les médias, de l'information publique et du partage des connaissances. Ils gèrent aussi le Centre de Recherche de l'UNESCO Dakar, en assurant la gestion et la surveillance des contenus des sites web et des plateformes virtuelles, donne des conseils sur les pratiques de gestion des documents et organise des opportunités d'apprentissage et des sessions de formation.

### Innover dans la gestion et le partage des connaissances en Afrique

En 2014, le SGC était engagé dans un certain nombre d'initiatives visant à améliorer l'exécution des programmes et à promouvoir la collaboration et le partage des connaissances partout dans les bureaux de l'UNESCO. S'inspirant de l'expérience récente de l'UNESCO Dakar dans ce domaine, le projet CONNECT-U fut lancé au mois de janvier 2014 en tant que projet pilote visant à innover la gestion et le partage des connaissances en Afrique. Le projet a réussi à mobiliser les cinq bureaux régionaux de l'UNESCO (Abuja, Dakar, Harare, Nairobi et Yaoundé) et le Bureau de Liaison à Addis-Abeba.

Le projet a intensifié les activités en matière de GC/PC partout en Afrique avec un total de 139 articles sur le web, 239 photographies sur UNESCO Africa Flickr, 23 vidéos postées sur You Tube et des sessions de partage interne des connaissances.

Une étude d'évaluation des besoins a été effectuée dans les 6 bureaux focaux avec un taux impressionnant de réponses de 52%, ce qui, ajouté aux interviews approfondies avec les directeurs des bureaux focaux a fourni des données essentielles sur les principales préoccupations liées à la GC/PC sur le terrain. Les résultats ont servi d'information nécessaire à la création d'un nouveau kit pour le partage interactif des connaissances à l'interne dénommé [CONNECT-U](#) (disponible en interne seulement), qui offre un accès facile aux outils, aux directives, aux tutoriels et aux conseils concernant la communication interne, l'apprentissage et la visibilité. Le lancement dudit kit en anglais et en français à travers toute l'organisation est prévu pour 2015.

Le SGC favorise la tenue d'ateliers de partage des connaissances dénommés Journées CONNECT-U, qui utilisent le kit pour assurer des formations en gestion des documents et correspondances, pour les stratégies d'entrée et de sortie, la visibilité et une meilleure mise en œuvre des programmes. Ces ateliers hautement participatifs ont eu lieu à Harare, Addis-Abeba et Nairobi, mobilisant ainsi 68 membres du personnel et obtenant des résultats extrêmement positifs. Comme en témoignent les évaluations des ateliers, 94% du nombre total des participants reconnaissent que les Journées CONNECT-U les ont incités à s'engager davantage dans CONNECT-U et dans le partage des connaissances. On peut trouver une vidéo sur les avantages du mouvement CONNECT-U sur ce lien: <https://youtube/KwNhV-6UCso>

En 2014, le SGC a également planifié et créé un Centre de Services à l'UNESCO Dakar, une équipe spéciale qui a rassemblé tous les assistants de programmes, éliminant ainsi la nécessité pour ces derniers d'être affectés à un secteur de programme donné. En utilisant le gestionnaire des tâches sur l'espace de collaboration du Bureau, on assigne un travail aux assistants en fonction des tâches demandées par n'importe quel spécialiste de programme au Bureau. Cette approche novatrice à l'appui aux programmes ne représente qu'une initiative que le SGC encourage pour briser le compartimentage du lieu de travail.



On utilise CONNECT-U pour promouvoir le partage des connaissances partout dans les bureaux extérieurs en Afrique

Le bureau a continué la publication d'un bulletin électronique (e-bulletin) hebdomadaire, *INHOUSE*, pour l'information interne et l'organisation de sessions mensuelles de formation et de partage des connaissances pour tout le personnel.

#### **Améliorer la visibilité de l'UNESCO Dakar**

En 2014, l'UNESCO Dakar a continué d'être un Bureau chef de file de l'UNESCO en Afrique en termes de production de contenus en ligne en mettant l'accent de plus en plus sur la communication visuelle:

- 87 articles ont été publiés sur le site web du Bureau ([www.unesco.org/dakar](http://www.unesco.org/dakar)) en anglais et en français. Le site web a été consulté près de 12 000 fois par mois.

- Les articles paraissent dans un bulletin électronique mensuel. Il a un taux d'ouverture de 50% qui est supérieur à la moyenne de l'industrie. <http://us6.campaign-archive1.com/home/?u=0049136110fb424e2f150d47d&id=8e72469bc7>
- 12 vidéos ont été produites et transférées sur la chaîne YouTube de l'UNESCO Dakar [www.youtube.com/unescodakar](http://www.youtube.com/unescodakar). La chaîne a atteint 450 abonnés et a été consultée près de 50 000 fois.
- L'UNESCO Dakar a été le principal contributeur au site UNESCO Africa Flickr <https://www.flickr.com/photos/unescoafrica>. Une exposition virtuelle a été organisée dans le cadre d'une exposition extérieure sur les deux nouveaux sites récents du Sénégal faisant partie du Patrimoine Mondial et a reçu plus de 5500 visiteurs.
- L'UNESCO Dakar alimente régulièrement (en données) les canaux des médias sociaux, y compris Facebook, Twitter et Instagram.

En outre, les médias ont été mobilisés pour les événements clés et les projets tout au long de l'année 2014, dont la Journée Mondiale de la Radio, la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse, le lancement du Rapport Mondial de Suivi 2013/2014, la visite du Directeur Général de l'UNESCO, etc. Les SGC ont mobilisé les médias locaux ainsi que la presse régionale et internationale dont RFI, la BBC, Al Jazeera, la Voix de l'Amérique, Africable et West Africa Democracy Radio.

## **Vous voulez en savoir davantage sur l'UNESCO Dakar?**

Vous pouvez visiter le site: <http://www.unesco.org/new/en/dakar/> diffusant des informations mises à jour, des projets et des publications!